



# BOLETIM OFICIAL

PREÇO DESTE NÚMERO — 176\$00

*Toda a correspondência quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do Boletim Oficial deve ser enviada à Administração da Imprensa Nacional, na cidade da Praia.*

*O preço dos anúncios é de 30\$ a linha. Quando o anúncio for exclusivamente de tabelas intercaladas no texto será o respectivo espaço acrescentado de 30%.*

*Não serão publicados anúncios que não venham acompanhados da importância precisa para garantir o seu custo.*

## ASSINATURAS:

|  | Ano       | Semestre  |
|--|-----------|-----------|
| Para o país .....                        | 1 600\$00 | 1 100\$00 |
| Para países de expressão portuguesa .... | 2 200\$00 | 1 400\$00 |
| Para outros países .....                 | 2 600\$00 | 1 800\$00 |
| AVULSO por cada página .....             |           | 4\$00     |

Os períodos de assinaturas contam-se por anos civis e seus semestres. Os números publicados antes de ser tomada a assinatura, são considerados venda avulsa.

*Todos os originais com destino ao Boletim Oficial devem ser enviados à Administração da Imprensa Nacional até às 16 horas de Quarta-feira de cada semana.*

*Os que o forem depois da data fixada ficarão para o número da semana seguinte.*

*Os originais dos vários serviços públicos deverão conter a assinatura do chefe, autenticada com o respectivo selo branco.*

## SUPLEMENTO

### SUMÁRIO

#### ASSEMBLEIA NACIONAL POPULAR:

##### Lei nº 56/IV/92:

Ratifica o Tratado que institui a Comunidade Económica Africana assinado a 3 de Junho de de 1991, em Abuja — Nigéria.

#### ASSEMBLEIA NACIONAL POPULAR

##### Lei nº 56/IV/92

de 23 de Outubro

Por mandato do Povo, a Assembleia Nacional Popular, decreta, nos termos da alínea b) do artigo 58º da Constituição, o seguinte:

##### Artigo único

Nos termos da alínea h) do artigo 58º da Constituição é ratificado o Tratado que institui a Comunidade Económica Africana, assinada a 3 de Junho de 1991, em Abuja — Nigéria, por 49 Estados Membros da OUA, cujos textos em Francês e Português fazem parte integrante da presente lei, a que vêm anexos.

Aprovada em 6 de Agosto de 1992.

O Presidente da Assembleia Nacional Popular, *Amílcar Fernandes Spencer Lopes*.

Promulgada em 3 de Setembro de 1992.

Publique-se.

O Presidente da República, **ANTÓNIO MANUEL MASCARENHAS GOMES MONTEIRO**.

### PREAMBULE

#### NOUS, Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.),

1. Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire
2. Président de la République Populaire d'Angola
3. Président de la République du Bénin
4. Président de la République du Botswana
5. Président de la République du Burkina Faso
6. Président de la République du Burundi
7. Président de la République du Cameroun
8. Président de la République du Cap Vert
9. Président de la République Centrafricaine
10. Président de la République Fédérale Islamique des Comores
11. Président de la République Populaire du Congo
12. Président de la République de Côte d'Ivoire
13. Président de la République de Djibouti
14. Président de la République Arabe d'Egypte
15. Président de la République Populaire Démocratique d'Ethiopie
16. Président de la République Gabonaise
17. Président de la République de Gambie

18. Président de la République du Ghana
19. Président de la République de Guinée
20. Président de la République de Guinée Bissau
21. Président de la République de Guinée Equatoriale
22. Président de la République du Kenya
23. Roi du Lesotho
24. Président de la République du Libéria
25. Guide de la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste
26. Président de la République Démocratique de Madagascar
27. Président de la République du Malawi
28. Président de la République du Mali
29. Premier Ministre de l'Ile Maurice
30. Président de la République Islamique de Mauritanie
31. Président de la République du Mozambique
32. Président de la République de Namibie
33. Président de la République du Niger
34. Président de la République Fédérale du Nigéria
35. Président de la République Ougandaise
36. Président de la République Rwandaise
37. Président de la République Arabe Saharaouie Démocratique
38. Président de la République de São Tome et Principe
39. Président de la République du Sénégal
40. Président de la République des Seychelles
41. Président de la République de Sierra Leone
42. Président de la République de Somalie
43. Président de la République du Soudan
44. Roi du Swaziland
45. Président de la République Unie de Tanzanie
46. Président de la République du Tchad
47. Président de la République Togolaise
48. Président de la République de Tunisie
49. Président de la République du Zaïre
50. Président de la République de Zambie
51. Président de la République du Zimbabwe

AYANT À L'ESPRIT les principes du droit international qui régissent les relations entre Etats,

CONSIDERANT les principes et objectifs énoncés par la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine,

CONSCIENTS du fait que notre devoir est de développer toutes les ressources humaines et naturelles du Continent et de les mettre au service du bien-être général de nos peuples dans tous les domaines de l'activité humaine,

CONSTATANT les facteurs de toute nature qui entravent le développement du Continent et compromettent ainsi gravement l'avenir de ses peuples;

CONSTATANT les diverses résolutions et déclarations adoptées par notre Conférence au Sommet à Alger, en Septembre 1968, à Addis Abéba en Août 1970 et en Mai 1973, stipulant que l'intégration économique du Continent est une condition essentielle pour la réalisation des objectifs de L'OUA;

CONSIDERANT par ailleurs notre décision de Libreville, de Juillet 1977, d'entériner la Déclaration de Kinshasa adoptée par le Conseil des Ministres, en Décembre 1976 et relative à la création d'une Communauté Economique Africaine, objectif qui devrait être atteint par étapes successives,

CONSIDÉRANT également notre «Déclaration d'Engagement de Monrovia sur les principes directeurs à respecter et les mesures à prendre pour réaliser l'auto-suffisance nationale et collective dans le domaine du développement économique et social en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international» et qui, entre autres, appelle à la création d'un Marché Commun Africain, prélude à une Communauté Economique Africaine;

CONSIDÉRANT en outre le Plan d'Action de Lagos et l'Acte Final de Lagos d'Avril 1980, réaffirmant notre engagement à créer, d'ici à l'An 2000, une Communauté Economique Africaine afin d'assurer l'intégration économique, sociale et culturelle de notre Continent;

CONSIDÉRANT enfin notre Déclaration faite à l'occasion du 25<sup>ème</sup> Anniversaire de l'OUA et notamment la réaffirmation de notre engagement et de notre détermination à prendre les mesures qui s'imposent pour accélérer la réalisation du projet de création de la Communauté Economique Africaine;

NOTANT que les efforts déjà accomplis dans les domaines de la coopération économique sectorielle, sous-régionale et régionale sont encourageants et justifient une intégration économique plus large et plus complète;

RECONNAISSANT la nécessité de répartir d'une manière juste et équitable les avantages de la coopération entre les Etats membres en vue de promouvoir un développement économique équilibré dans toutes les parties du Continent;

**AVONS DECIDÉ DE CREER UNE COMMUNAUTÉ ECONOMIQUE AFRICAINE FAISANT PARTIE INTEGRANTE DE L'OUA ET SOMMES CONVENUS DE CE QUI SUIT:**

**CHAPITRE PREMIER**

**Definitions**

Article 1

Aux fins du présent Traité, on entend par:

- a) «Traité», le Traité instituant la Communauté;

- b) «Protocole», instrument d'application du Traité ayant la même force juridique que ce dernier;
- c) «Communauté», la structure organique d'intégration économique créée aux termes de l'article 2 du présent Traité et faisant partie intégrante de l'OUA;
- d) «Région», région de l'OUA telle que prévue par la Résolution CM/Res.464 (XXVI) du Conseil des Ministres de l'OUA relative à la répartition de l'Afrique en cinq (5) régions, à savoir: Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest, Afrique Centrale, Afrique de l'Est et Afrique Australe;
- e) «Sous-Région», ensemble d'au moins trois (3) Etats d'une même ou plusieurs régions telle que définie au paragraphe (d) du présent article,
- f) «Etat Membre», l'Etat membre de la Communauté;
- g) «Etat Tiers», tout Etat autre qu'un Etat membre
- h) «Conférence», la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA telle que prévue aux articles 7 et 8 du présent Traité;
- i) «Conseil», le Conseil des Ministres de l'OUA tel que prévu aux articles 7 et 11 du présent Traité;
- j) «Parlement Panafricain», assemblée parlementaire créée en vertu des articles 7 et 14 du présent Traité;
- k) «Commission», la Commission Economique et Sociale prévue aux articles 7 et 15 du présent Traité;
- l) «Comité», tout Comité Technique Spécialisé créé aux termes des articles 7 et 25 du présent Traité ou en vertu de ceux-ci;
- m) «Cour de justice», la Cour de Justice de la communauté créée aux termes des articles 7 et 18 du présent Traité;
- n) «Secretariat», le Secrétariat Général de l'OUA prévu aux articles 7 et 21 du présent Traité;
- o) «Secrétaire Général», le Secrétaire Général de l'OUA tel que prévu à l'article 22 du présent Traité;
- p) «Droits de douane», les droits de douane protecteurs et les taxes d'effet équivalent perçus sur les marchandises du fait de leur importation;
- q) «Droit et taxes à l'exportation», le droit de sortie et les taxes d'effet équivalent perçus sur les marchandises du fait de leur exportation;
- r) «Droit et taxes de douane», l'ensemble des droits et taxes tels que définis aux paragraphes «p» et «q» du présent article;
- s) «Barrières non tarifaires», entraves aux échanges commerciaux constituées par des obstacles autres que les obstacles fiscaux;
- t) «Régime des échanges intra-communautaires», ensemble d'avantages accordés aux marchandises mentionnées au paragraphe 1 de l'article 33 du présent Traité;
- u) «Marchandises en transit», les marchandises acheminées entre deux Etats membres ou entre un Etat membre et un Etat tiers et traversant un ou plusieurs Etats membres;
- v) «Accord de troc», ou «Echanges par compensation», tout accord en vertu duquel des biens et services sont importés dans un Etat membre, et dont le règlement peut s'effectuer, en totalité ou en partie, par un échange direct d'autres biens et services;
- w) «Fonds», le Fonds de Solidarité, de Développement et de Compensation de la Communauté créé aux termes de l'article 80 du présent Traité;
- x) «Personne», une personne physique ou morale.

## CHAPITRE II

### Creation, principes, objectifs, Engagement general et modalites

#### Article 2

#### Création de la communauté

Par le présent Traité, les Hautes Parties Contractantes créent entre elles une Communauté Economique Africaine (...)

#### Article 3

#### Principes

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES, dans la poursuite des objectifs énoncés à l'article 4 du présent Traité, affirment et déclarent solennellement leur adhésion aux principes fondamentaux suivants:

- a) égalité et interdépendance des Etats membres;
- b) solidarité et autonomie collective;
- c) coopération Inter-Etats, harmonisation des politiques et intégration des programmes;
- d) promotion d'un développement harmonieux des activités économiques entre les Etats membres;
- e) respect du système juridique de la Communauté;
- f) règlement pacifique des différends entre les Etats membres, coopération active entre pays voisins et promotion d'un environnement pacifique comme conditions préalables au développement économique;
- g) respect, promotion et protection des droits de l'homme et des peuples, conformément aux dispositions de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples; et
- h) responsabilité, justice économique et participation populaire au développement.

## Article 4

## Objectifs

1. Les objectifs de la Communauté sont les suivants:

- a) promouvoir le développement économique, social et culturel ainsi que l'intégration des économies africaines en vue d'accroître l'autosuffisance économique et favoriser un développement endogène et auto-entretenu;
- b) créer, à l'échelle continentale, un cadre pour le développement, la mobilisation et l'utilisation des ressources humaines et matérielles de l'Afrique en vue d'un développement auto-suffisant;
- c) promouvoir la coopération et le développement dans tous les domaines de l'activité humaine en vue d'élever le niveau de vie des peuples africains, de maintenir et de promouvoir la stabilité économique, d'instaurer des relations étroites et pacifiques entre les Etats membres et de contribuer au progrès, au développement et à l'intégration économique du Comomique; et
- d) coordonner et harmoniser les politiques entre les communautés économiques existantes et futures en vue de la mise en place progressive de la Continent.

2. Afin de promouvoir la réalisation des objectifs énoncés au paragraphe 1 du présente article, et conformément aux dispositions pertinents du présent Traité, la Communauté devra assurer par étapes:

- a) le renforcement des communautés économiques régionales existantes et la création d'autres là où il n'en existe pas;
- b) la conclusion d'accords en vue d'harmoniser et de coordonner les politiques entre les communautés économiques sous-régionales et régionales existantes et futures;
- c) la promotion et le renforcement de programmes conjoints d'investissement dans la production et la commercialisation des principaux produits et des intrants dans le cadre d'une autonomie collective;
- d) la libéralisation des échanges par élimination, entre les Etats membres, des droits de douane à l'importation et à l'exportation des marchandises et l'abolition, entre les Etats membres, des barrières nontarifaires en vue de la création d'une zone de libre échange au niveau de chaque communauté économique régionale;
- e) l'harmonisation des politiques nationales en vue de la promotion d'activités communautaires, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, des transports et des communications, de l'énergie, des ressources naturelles, du commerce, de la monnaie et des finances, des ressources humaines, de l'enseignement, de la culture, de la science et de la technologie;
- f) l'adoption d'une politique commerciale commune à l'égard des Etats tiers;
- g) la création et le maintien d'un tarif extérieur commun;

h) la création d'un marché commun;

- i) la suppression progressive, entre les Etats membres, des obstacles à la libre circulation des personnes, des services et des capitaux ainsi qu'aux droits de résidence et d'établissement;
- j) la création d'un Fonds de Solidarité, de Développement et de Compensation de la Communauté;
- k) l'octroi de traitements particuliers et l'adoption de mesures spéciales en faveur des Etats membres les moins avancés, enclavés, semi-enclavés et insulaires;
- l) l'harmonisation et la rationalisation des activités des institutions multinationales africaines existantes et la création de nouvelles institutions, au besoin, en vue de les transformer éventuellement en organes de la Communauté;
- m) la création d'organes appropriés pour l'échange de produits agricoles et culturels, minéraux et de métaux, de produits manufacturés et semi-finis au sein de la Communauté;
- n) l'établissement de contacts et la promotion d'échanges d'information entre les organisations commerciales telles que les sociétés commerciales d'Etat, les organisations de promotion des exportations et de commercialisation, les Chambres de commerce, les associations d'hommes d'affaires et les centres de publicité et d'informations commerciales;
- o) l'harmonisation et la coordination des politiques pour la protection de l'environnement; et
- p) toute autre activité visant à atteindre les objectifs communautaires que les Etats membres pourraient, le cas échéant, décider d'entreprendre en commun.

## Article 5

## Engagement général

1. Les Etats membres s'engagent à orienter leurs efforts pour réunir les conditions favorables au développement de la Communauté et à la réalisation de ses objectifs, notamment par l'harmonisation de leurs stratégies et politiques. Ils s'abstiennent de prendre une quelconque mesure unilatérale susceptible d'en compromettre la réalisation.

2. Chaque Etat membre s'engage à prendre toute mesure appropriée, conformément à ses procédures constitutionnelles, pour assurer l'adoption et la diffusion des textes législatifs nécessaires à l'exécution des dispositions du présent Traité.

3. Tout Etat membre qui enfreint, de manière persistante, son engagement général à l'égard des dispositions du présent Traité, des décisions ou règlements communautaires, peut encourir des sanctions de la part de la Conférence, sur recommandation du Conseil. Ces sanctions peuvent inclure notamment la suspension des droits et privilèges dudit Etat membre et peuvent être levées par la Conférence, sur recommandation du Conseil.

## Article 6

**Modalités de mise en place de la communauté**

1. La Communauté sera progressivement mise en place au cours d'une période de transition de trente-quatre (34) années au maximum subdivisée en six (6) étapes de durées variables.

2. A chaque étape est assigné un ensemble d'actions spécifiques qui doivent être engagées et poursuivies simultanément de la manière suivante:

a) *Première étape:*

Renforcement du cadre institutionnel des communautés économiques régionales existantes et création de nouvelles communautés là où il n'en existe pas, au cours d'une période de cinq (5) années au maximum, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Traité.

b) *Deuxième étape:*

i) au niveau de chaque communauté économique régionale, et au cours d'une période de huit (8) années au maximum, stabilisation des barrières tarifaires et non tarifaires, des droits de douane et des taxes intérieures existant à la date d'entrée en vigueur du présent Traité; élaboration et adoption d'études afin de fixer le calendrier pour l'élimination progressive des barrières tarifaires et non-tarifaires entravant le commerce régional et intra-communautaire ainsi que pour l'harmonisation graduelle des droits de douane vis-à-vis des Etats tiers;

ii) renforcement de l'intégration sectorielle aux niveaux régional et continental, de tous les secteurs d'activité et en particulier dans les domaines du commerce, de l'agriculture, de la monnaie et des finances, des transports et communications, de l'industrie et de l'énergie; et

iii) coordination et harmonisation des activités entre les communautés économiques existantes et futures;

c) *Troisième étape:*

Au niveau de chaque communauté économique régionale et au cours d'une période de dix (10) années au maximum, création d'une Zone de Libre Echange par l'application du calendrier pour l'élimination progressive des obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce intra-communautaire et mise en place d'une Union Douanière, par l'adoption d'un tarif extérieur commun.

d) *Quatrième étape:*

Au cours d'une période de deux (2) années au maximum, coordination et harmonisation des systèmes tarifaires et nontarifaires entre les différentes communautés économiques régionales en vue de la mise en place d'une Union Douanière au niveau continental, par l'adoption d'un tarif extérieur commun.

e) *Cinquième étape:*

Au cours d'une période de quatre (4) années au maximum, établissement d'un Marché Commun Africain par:

i) l'adoption d'une politique commune dans un certain nombre de domaines tels que l'agriculture, les transports et communications, l'industrie, l'énergie et la recherche scientifique;

ii) l'harmonisation des politiques monétaires, financières et fiscales;

iii) la mise en oeuvre du principe de la libre circulation des personnes ainsi que l'application des droits de résidence et d'établissement; et

iv) la création de ressources propres à la Communauté telles que prévues au paragraphe 2 de l'article 82 du présent Traité.

f) *Sixième étape:*

Au cours d'une période de cinq (5) années au maximum:

i) consolidation et renforcement de la structure du Marché Commun Africain par la libre circulation de personnes, des biens, des capitaux et des services ainsi que par l'application effective des droits de résidence et d'établissement;

ii) intégration de tous les secteurs, à savoir les secteurs économique, politique, social et culturel; création d'un marché intérieur unique ainsi que d'une union économique et monétaire panafricaine;

iii) parachèvement de la création d'un Fonds Monétaire Africain, création d'une Banque Centrale Africaine unique ainsi que d'une monnaie africaine unique;

iv) parachèvement de la mise en place de la structure du Parlement Panafricain et élection au niveau continental de ses membres au suffrage universel;

v) parachèvement du processus d'harmonisation et de coordination des activités des communautés économiques régionales;

vi) parachèvement de la mise en place des structures des entreprises multinationales africaines dans tous les secteurs; et

vii) parachèvement de la mise en place des structures des organes exécutifs de la Communauté.

3. Toutes les mesures envisagées aux termes du présent Traité en vue de la promotion d'un développement harmonieux et équilibré entre les Etats membres, en particulier l'élaboration de projets et programmes multinationaux, seront réalisées en même temps que les objectifs des différentes étapes énoncées au paragraphe 2 du présent article.

4. Le passage d'une étape à une autre est décidé lorsque les objectifs spécifiques énoncés dans le présent Traité ou arrêtés par la Conférence, pour une étape particulière, sont réalisés et que tous les engagements sont honorés. La Conférence, sur recommandation du Conseil, confirme que les objectifs fixés pour une étape donnée ont été atteints et approuve le passage à l'étape suivante.

5. Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, la période totale de transition ne peut excéder une durée de quarante (40) années, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Traité.

## CHAPITRE III

## Organes de la Communauté

## Article 7

## Organes

1. Les organes de la Communauté sont les suivants:
  - a) la Conférence des Chefs d'Etat et le Gouvernement;
  - b) le Conseil des Ministres;
  - c) le Parlement Panafricain;
  - d) la Commission Economique et Sociale;
  - e) la Cour de Justice;
  - f) le Secrétariat; et
  - g) les Comités Techniques Spécialisés.

2. Les organes de la Communauté exercent leurs fonctions et agissent dans les limites des pouvoirs qui leur sont conférés par le présent Traité.

## Article 8

Conférence des chefs d'état et de gouvernement:  
composition et compétences

1. La Conférence est l'organe suprême de la Communauté.
2. La Conférence est chargée d'assurer la réalisation des objectifs de la Communauté.
3. A cet effet, elle est chargée de:
  - a) déterminer la politique générale et les principales orientations de la Communauté, donner des directives, coordonner et harmoniser les politiques économiques, scientifiques, techniques, culturelles et sociales des Etats membres;
  - b) prendre, conformément aux dispositions du présent Traité, toute mesure en vue d'atteindre les objectifs de la Communauté;
  - c) assurer le contrôle du fonctionnement des organes de la Communauté ainsi que le suivi de la réalisation des objectifs de celle-ci;
  - d) établir et adopter son règlement intérieur;
  - e) approuver l'organigramme du Secrétariat;
  - f) élire le Secrétaire Général et ses Adjoints et nommer, sur recommandation du Conseil, le Contrôleur Financier, l'Agent Comptable et les Vérificateurs Externes;
  - g) adopter le statut et règlement du personnel du Secrétariat;
  - h) prendre, sur recommandation du Conseil, des décisions et donner les directives relatives aux communautés économiques régionales en vue de la réalisation des objectifs de la Communauté;
  - i) approuver, sur recommandation du Conseil, le programme d'activités et le budget de la Communauté et fixer, sur proposition du Conseil, la contribution annuelle de chaque Etat membre;
  - j) déléguer au Conseil le pouvoir de prendre les décisions visées à l'article 10 du présent Traité;

- k) saisir la Cour de Justice, lorsqu'elle constate, par un vote acquis à la majorité absolue, qu'un Etat membre ou un organe de la Communauté n'a honoré aucune de ses obligations, a agi en dehors des limites de sa compétence ou a excédé les pouvoirs qui lui sont conférés par les dispositions du présent Traité, par une décision de la Conférence ou un règlement du Conseil;
- l) demander au besoin à la Cour de Justice des avis consultatifs sur toute question juridique; et
- m) exercer tout autre pouvoir que lui confère le présent Traité.

4. Dans l'exercice de ses fonctions, la Conférence est assistée par le Conseil.

## Article 9

## Sessions

1. La Conférence se réunit une fois l'an en session ordinaire. Elle peut être convoquée en session extraordinaire à l'initiative de son Président ou à la demande d'un Etat membre, sous réserve de l'approbation des deux-tiers de ses membres.

2. La présidence de la Conférence est assurée chaque année par l'un des Chefs d'Etat et de Gouvernement élu par la Conférence, après consultations entre les Etats membres.

## Article 10

## Décisions

1. Les actes de la Conférence sont dénommés décisions.
2. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 5 de l'article 18 du présent Traité, les décisions ont force obligatoire à l'égard des Etats membres, des organes de la Communauté ainsi que des communautés économiques régionales.
3. Ces décisions sont exécutoires de plein droit trente (30) jours après la date de leur signature par le Président de la Conférence et sont publiées au Journal Officiel de la Communauté.
4. Sauf dispositions contraires du présent Traité, les décisions de la Conférence sont prises par consensus, ou, à défaut, à la majorité des deux-tiers des Etats membres.

## Article 11

## Conseil des ministres composition attributions et pouvoirs

1. Le Conseil est le Conseil des Ministres de l'OUA.
2. Le Conseil est chargé d'assurer le fonctionnement et le développement de la Communauté.
3. A cet effet, il est habilité à:
  - a) formuler des recommandations à l'intention de la Conférence sur toute action visant la réalisation des objectifs de la Communauté;
  - b) orienter les activités des organes subordonnés de la Communauté;
  - c) soumettre à la Conférence les projets de programmes d'activités et de budget de la Communauté et lui proposer le montant de la contribution annuelle de chaque Etat membre;

- d) proposer à la Conférence la nomination du Contôleur Financier, de l'Agent Comptable et des Vérificateurs Externes;
- e) établir et adopter son règlement intérieur;
- f) demander, au besoin, à la Cour de Justice des avis consultatifs sur toute question juridique; et
- g) remplir toute autre fonction que lui reconnaît le présent Traité et exercer tout pouvoir que lui délègue la Conférence.

## Article 12

**Sessions**

1. Le Conseil se réunit deux fois par an en session ordinaire. L'une des sessions doit précéder la session ordinaire de la Conférence. Il peut être convoqué en session extraordinaire à l'initiative de son Président ou à la demande d'un Etat membre, sous réserve de l'approbation des deux-tiers de ses membres.

2. La Présidence du Conseil est assurée par le Ministre d'un Etat membre, élu par le Conseil après consultations entre ses membres.

## Article 13

**Règlements**

1. Les actes du Conseil sont dénommés règlements.

2. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 5 de l'article 18 du présent Traité, les règlements ont force obligatoire à l'égard des Etats membres, des organes subordonnés et des communautés économiques régionales, après leur approbation par la Conférence. Nonobstant les dispositions qui précèdent, ces règlements, ont d'office force obligatoire en cas de délégation de pouvoirs par la Conférence, conformément aux dispositions du paragraphe 3 (j) de l'article 8 du présent Traité.

3. Les règlements sont exécutoires de plein droit trente (30) jours après la date de leur signature par le Président du Conseil et sont publiés au Journal Officiel de la Communauté.

4. Sauf dispositions contraires du présent Traité, les règlements sont adoptés par consensus ou, à défaut, à la majorité des deux-tiers des Etats membres.

## Article 14

**Le parlement panafricain**

1. En vue d'assurer la pleine participation des peuples africains au développement et à l'intégration économiques du Continent, il est créé un Parlement Panafricain.

2. La composition, les attributions, les pouvoirs et l'organisation du Parlement Panafricain sont définis dans un protocole y afférent.

## Article 15

**Commission économique et sociale  
composition et participation**

1. La Commission est la Commission Economique et Sociale de L'OUA.

2. La Commission comprend les ministres responsables du développement, de la planification et de l'intégration économiques de chacun des Etats membres. Ils peuvent être assistés, au besoin, par d'autres ministres.

3. Les représentants des communautés économiques régionales participent aux réunions de la Commission et de ses organes subsidiaires; les modalités et conditions de leur participation sont régies par les protocoles relatifs aux relations de la Communauté avec les organisations sous-régionales et régionales africaines et avec les Etats tiers. Les représentants d'autres organisations peuvent être invités à participer également aux travaux de la Commission, en qualité d'observateurs.

## Article 16

**Attributions**

La Commission a pour attributions de:

- a) préparer, conformément au Plan d'Action de Lagos et à l'Acte Final de Lagos, les projets de programmes, les politiques et stratégies de coopération et de développement économique et social entre les pays africains, d'une part, et entre l'Afrique et la Communauté Internationale, d'autre part, et soumettre des recommandations appropriées à la Conférence par l'intermédiaire du Conseil;
- b) coordonner, harmoniser et superviser les activités économiques, sociales, culturelles, scientifiques et techniques du Secrétariat, des Comités et de tout autre organe subsidiaire et en assurer le suivi;
- c) examiner les rapports et recommandations des Comités et les transmettre, accompagnés de ses observations et recommandations, à la Conférence, par l'intermédiaire du Conseil;
- d) faire des recommandations à la Conférence, par l'intermédiaire du Conseil, en vue de coordonner et d'harmoniser les activités des différentes communautés économiques régionales;
- e) superviser la préparation des négociations internationales, évaluer les résultats de celles-ci et en faire rapport à la Conférence, par l'intermédiaire du Conseil; et
- f) remplir toute autre fonction que pourrait lui confier la Conférence ou le Conseil

## Article 17

**Sessions**

1. La Commission se réunit au moins une fois l'an en session ordinaire. Elle peut être convoquée en session extraordinaire, de sa propre initiative ou à la demande de la Conférence ou du Conseil.

2. La session ordinaire de la Commission se tient immédiatement avant la session ordinaire du Conseil précédant celle de la Conférence et au même lieu.

3. La Commission établit et adopte son règlement intérieur.

## Article 18

**Cour de justice, création et compétence**

1. Il est créé une Cour de Justice de la Communauté.
2. La Cour de Justice assure le respect du droit dans l'interprétation et l'application du présent Traité et statue sur les litiges dont elle est saisie en vertu des dispositions du présent Traité.
3. A cet effet:
  - a) elle se prononce sur les actions introduites par un Etat membre ou par la Conférence pour violation des dispositions du présent Traité, d'un règlement ou pour incompétence ou abus de pouvoir d'un organe, d'une autre autorité ou d'un Etat membre;
  - b) A la demande de la Conférence ou du Conseil, elle donne des avis consultatifs sur toute question juridique.
4. En vertu du présent Traité, la Conférence peut donner compétence à la Cour de Justice pour connaître des litiges autres que ceux visés au paragraphe 3 (a) du présent article.
5. Dans l'exercice de ses fonctions, la Cour de Justice est indépendante des Etats membres et des autres organes de la Communauté.

## Article 19

**Arrêts de la cour**

Les arrêts de la Cour de Justice ont force obligatoire à l'égard des Etats membres et des organes de la Communauté.

## Article 20

**Organisation**

Les Statuts, la composition, la procédure et les autres questions concernant la Cour de Justice sont déterminés par la Conférence dans un protocole relatif à ladite cour.

## Article 21

**Secrétariat general composition**

1. Le Secrétariat est le Secrétariat Général de l'OUA.
2. Le Secrétariat est dirigé par un Secrétaire Général assisté par le personnel nécessaire au bon fonctionnement de la Communauté.

## Article 22

**Attributions du secrétaire général**

1. Le Secrétaire Général dirige les activités du Secrétariat dont il est le représentant juridique.
2. A cet effet, il a pour fonctions de:
  - a) veiller à l'exécution des décisions de la Conférence et à l'application des règlements du Conseil;
  - b) promouvoir les programmes de développement et les projets communautaires;
  - c) élaborer les projets de programmes d'activités et de budget de la Communauté et en assurer l'exécution, après leur approbation par la Conférence;

- d) présenter un rapport sur les activités de la Communauté à toutes les réunions de la Conférence, du Conseil et de la Commission;
- e) préparer les réunions de la Conférence, du Conseil, de la Commission et des Comités, et leur fournir les services techniques nécessaires;
- f) effectuer des études en vue d'atteindre les objectifs de la Communauté et faire des propositions susceptibles de contribuer au fonctionnement et au développement harmonieux de la Communauté. A cet effet, le Secrétaire Général peut demander à tout Etat membre de lui fournir toutes les informations nécessaires; et
- g) recruter le personnel de la Communauté et nommer aux fonctions autres que celles prévues au paragraphe 3 (f) de l'article 8 du présent Traité

## Articles 23

**Nominations**

1. Le Secrétaire Général et ses Adjoints sont élus par la Conférence, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte de l'OUA et du règlement intérieur de la Conférence.

2. Le Contrôleur Financier et l'Agent Comptable sont nommés par la Conférence pour un mandat de quatre (4) ans, renouvelable une seule fois.

3. Lors de la nomination du personnel de la Communauté, il sera tenu compte, en plus de conditions de haute intégrité et de compétence, d'une répartition équitable des postes entre les ressortissants de tous les Etats membres.

## Article 24

**Rapports entre le personnel de la communauté et les etats membres**

1. Dans l'accomplissement de leurs fonctions, le Secrétaire Général et ses Adjoints, le Contrôleur Financier, l'Agent Comptable et le personnel de la Communauté ne sont responsables que devant la Communauté. A cet égard, ils ne peuvent ni solliciter, ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement, d'aucune instance nationale ou internationale extérieure à la Communauté. Ils doivent s'abstenir de toute attitude incompatible avec leur statut de fonctionnaire international.

2. Chaque Etat membre s'engage à respecter le caractère international des fonctions de Secrétaire Général, de Secrétaire Général Adjoint, de Contrôleur Financier, d'Agent Comptable et de tout autre fonctionnaire de la Communauté et à ne pas influencer ceux-ci dans l'accomplissement de leur fonctions.

3. Les Etats membres s'engagent à coopérer avec le Secrétariat et les autres organes de la Communauté et à les aider dans l'accomplissement des fonctions qui leur sont dévolues en vertu du présent Traité.

## Article 25

**Comités techniques spécialisés: Creation et composition**

1. Sont créés les Comités suivants:
  - a) le Comité chargé des Questions d'Economie Rurale et Agricoles;



- b) le Comité chargé des Affaires Monétaires et Financières;
- c) le Comité chargé des Questions Commerciales, Douanières et d'Immigration;
- d) le Comité chargé de l'Industrie, de la Science et de la Technologie, de l'Energie, des Ressources Naturelles et de l'Environnement;
- e) le Comité chargé des Transports, des Communications et du Tourisme;
- f) le Comité chargé de la Santé, du Travail et des Affaires Sociales; et
- g) le Comité de l'Education, de la Culture et des Ressources Humaines.

2. La Conférence peut, si elle le juge nécessaire, restructurer les Comités existants ou en créer de nouveaux.

3. Chaque Comité comprend un représentant de chacun des Etats membres. Les représentants peuvent être assistés par des Conseillers.

4. Chaque Comité peut, s'il le juge nécessaire, créer, pour l'aider dans l'accomplissement de ses fonctions, des sous-comités dont il détermine la composition.

#### Article 26

##### Attributions

Chacun des Comités, dans le cadre de sa compétence, a pour mandat de:

- a) préparer des projets et programmes communautaires et les soumettre à la Commission;
- b) assurer le suivi et l'évaluation de la mise en oeuvre des décisions prises par les organes de la Communauté;
- c) assurer la coordination et l'harmonisation des projets et programmes communautaires;
- d) présenter des rapports et des recommandations à la Commission, soit de sa propre initiative, soit à la demande de la Commission, sur l'exécution des dispositions du présent Traité; et
- e) s'acquitter de toute autre tâche qui pourrait lui être confiée, en application des dispositions du présent Traité.

#### Article 27

##### Reunions

Sous réserve des directives qui peuvent être données par la Commission, chaque Comité se réunit aussi souvent que nécessaire et établit son règlement intérieur qu'il soumet à la Commission pour approbation.

## CHAPITRE IV

### Communautés Économiques Régionales

#### Article 28

##### Renforcement des communautés économiques régionales

1. Au cours de la première étape, les Etats membres s'engagent à renforcer les communautés économiques régionales existantes et à en créer là où il n'en existe pas, en vue de la mise en place progressive de la Communauté.

2. Les Etats membres s'engagent en outre à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de promouvoir progressivement une coopération de plus en plus étroite entre lesdites communautés, notamment en coordonnant et en harmonisant leurs activités dans tous les secteurs ou domaines en vue de réaliser les objectifs de la Communauté.

## CHAPITRE V

### Union douanière et Libéralisation des Échanges

#### Article 29

##### Union Douanière

Les Etats membres de chaque communauté économique régionale conviennent d'établir progressivement entre eux, au cours de la période transitoire prévue à l'article 6 du présent Traité, une union douanière qui comporte:

- a) l'élimination, entre les Etats membres de chaque communauté économique régionale, des droits de douane, des contingentements, restrictions ou prohibitions ainsi que des obstacles d'ordre administratif au commerce et toute autre barrière non tarifaire;
- b) l'adoption par les Etats membres d'un tarif douanier extérieur commun.

#### Article 30

##### Élimination des droits de douane entre les états membres des Communautés Economiques Régionales

1. Au cours de la deuxième étape, les États membres de chaque communauté économique régionale s'abstiennent de créer entre eux de nouveaux droits de douane et d'augmenter ceux qu'ils appliquent dans leurs relations commerciales mutuelles.

2. Au cours de la troisième étape, les États membres réduisent progressivement et éliminent définitivement entre eux, au niveau de chaque communauté économique régionale, les droits de douane, selon un programme et des modalités qui sont fixés par chacune de ces communautés.

3. Au cours de chaque étape, la Conférence, sur recommandation du Conseil, prend les mesures nécessaires en vue de coordonner et d'harmoniser les activités des communautés économiques régionales relatives à l'élimination des droits de douane.

#### Article 31

##### Elimination des obstacles non tarifaires au commerce intra-communautaire

1. Au niveau de chaque communauté économique régionale, et sous réserve des dispositions du présent Traité, chaque Etat membre, dès l'entrée en vigueur du présent Traité, s'engage à assouplir progressivement et à éliminer définitivement, au plus tard à la fin de la troisième étape et conformément au paragraphe 2 du présent article, les contingentements, restrictions ou prohibitions et toute autre barrière non-tarifaire, qui s'appliquent aux exportations de marchandises originaires des autres Etats membres vers ledit Etat membre. Chaque Etat membre s'engage, sous réserve des dispositions ou des autorisations du présent Traité, à s'abstenir par la suite d'imposer d'autres restrictions ou prohibitions sur lesdites marchandises.

2. Sous réserve des dispositions du présent Traité, chaque communauté régionale adopte un programme tendant à l'assouplissement progressif et à l'élimination, en définitive, au plus tard à la fin de la troisième étape, de tous les contingentements, restrictions ou prohibitions et toute autre barrière non-tarifaire qui s'appliquent dans un Etat membre à l'importation de marchandises originaires des autres Etats membres, étant entendu que chaque communauté économique régionale peut décider que tous les contingentements, restrictions ou prohibitions soient assouplis plus rapidement ou éliminés plus tôt que ne le prévoient les dispositions du présent paragraphe.

3. Les dispositions régissant les restrictions, prohibitions, contingentements, dumping, subventions et pratiques discriminatoires font l'objet d'un Protocole relatif aux Barrières Non-tarifaires.

#### Article 32

##### Etablissement d'un tarif douanier extérieur commun

1. Au cours de la troisième étape, les Etats membres, au niveau de chaque communauté économique régionale, conviennent de l'établissement progressif d'un tarif douanier extérieur commun applicable aux marchandises provenant d'Etats tiers et importées dans les Etats membres.

2. Au cours de la quatrième étape, les communautés économiques régionales suppriment, conformément à un programme établi par lesdites communautés, les différences qui existent entre leurs tarifs douaniers extérieurs respectifs.

3. Au cours de cette quatrième étape, le Conseil propose à la Conférence l'adoption, au niveau de la Communauté, d'une nomenclature douanière et statistique commune à tous les Etats membres.

#### Article 33

##### Régime des échanges intracommunautaires

1. A la fin de la troisième étape, aucun Etat membre, au niveau de chaque communauté économique régionale, ne prélèvera de droits de douane sur les marchandises originaires d'un Etat membre et importées dans un autre Etat membre. Il en est de même des marchandises en provenance des Etats tiers, qui se trouvent en libre pratique dans les Etats membres et importées d'un Etat membre dans un autre Etat membre.

2. La définition de la notion de produits originaires des Etats membres et les règles relatives aux marchandises provenant des Etats tiers et qui sont en libre pratique, font l'objet d'un Protocole relatif aux Règles d'Origine.

3. Sont considérés comme étant en libre pratique dans un Etat membre les marchandises en provenance des Etats tiers, pour lesquelles a) les formalités d'importation ont été accomplies, b) les droits de douane perçus dans cet Etat membre, et c) qui n'ont pas bénéficié d'une exemption partielle ou totale des droits de douane.

4. Les Etats membres s'engagent à s'abstenir d'adopter des textes législatifs qui comportent une discrimination directe ou indirecte des produits ou similaires provenant d'un autre Etat membre.

#### Article 34

##### Imposition intérieure

1. Au cours de la troisième étape, les Etats membres s'engagent à ne pas appliquer directement ou indirectement aux marchandises originaires des Etats membres et importées dans tout Etat membre une imposition intérieure supérieure à celle qui frappe des produits nationaux similaires.

2. Les Etats membres, au niveau de chaque communauté économique régionale, éliminent progressivement tout imposition intérieure destinée à la protection des produits nationaux. Au cas où, en raison des obligations découlant d'un accord antérieur conclu par un Etat membre, celui-ci se trouve dans l'impossibilité de se conformer aux dispositions du présent article, ledit Etat membre notifie ce fait au Conseil et s'engage à ne pas proroger ni renouveler cet accord à son expiration.

#### Article 35

##### Exceptions et clauses de sauvegarde

1. Nonobstant les dispositions des articles 30 et 31 du présent Traité, tout Etat membre, après avoir notifié son intention au Secrétariat qui en informe les Etats membres, peut imposer ou continuer à imposer des restrictions ou des prohibitions qui concernent:

- a) l'application des lois et des règlements de sécurité;
- b) la réglementation relative aux armes, aux munitions, aux autres matériels et équipements militaires;
- c) la protection de la santé ou de la vie des hommes, des animaux et des plantes ou la protection de la moralité publique;
- d) l'exportation de métaux stratégiques et pierres précieuses;
- e) la protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique ou archéologique, ou la protection de la propriété industrielle, commerciale et intellectuelle;
- f) la réglementation relative aux déchets dangereux, aux matières nucléaires, aux produits radio-actifs ou tout autre matériel utilisé dans la mise au point ou l'exploitation de l'énergie nucléaire;
- g) la protection des industries naissantes;
- h) la réglementation des produits stratégiques; et
- i) les marchandises importées d'un Etat tiers et pour lesquelles un Etat membre applique une prohibition totale afférente au pays d'origine.

2. Les prohibitions ou restrictions visées au paragraphe 1 du présent article, ne doivent en aucun cas constituer ni un moyen de discrimination arbitraire, ni une restriction déguisée dans le commerce entre Etats membres.

3. Lorsqu'un Etat membre connaît des difficultés de balance des paiements dues à l'application des dispositions du présent chapitre, il peut être autorisé par les organes compétents de la Communauté, à condition qu'il ait pris toutes les mesures et raisonnables pour

surmonter ces difficultés, à imposer des restrictions quantitatives ou équivalentes ou des prohibitions sur les marchandises originaires des autres Etats membres, mais dans le seul but de surmonter lesdites difficultés pendant une période qui sera déterminée également par les organes compétents de la Communauté.

4. En vue de protéger une industrie naissante ou stratégique, un Etat membre peut être autorisé par les organes compétents de la Communauté, sous réserve d'avoir pris toutes les mesures raisonnables conséquentes, à imposer des restrictions quantitatives ou équivalentes ou des prohibitions sur des marchandises similaires originaires des autres Etats membres, dans le seul but de protéger cette industrie pendant une période donnée qui sera déterminée également par les organes compétents de la Communauté.

5. Lorsque les importations d'un produit particulier par un Etat membre en provenance d'un autre Etat membre augmentent d'une manière telle qu'elles causent ou risquent de causer un préjudice grave à l'économie de l'Etat importateur, celui-ci peut être autorisé par les organes compétents de la Communauté à appliquer des mesures de sauvegarde pour une période donnée.

6. Le Conseil suit régulièrement l'application des restrictions quantitatives ou équivalentes ou des prohibitions imposées aux termes des paragraphes 1, 3 et 4 du présent article et prend les mesures appropriées. Il fait annuellement un rapport à la Conférence sur ces questions.

#### Article 36

##### **Dumping**

1. Les Etats membres s'engagent à interdire la pratique du «dumping» au sein de la Communauté.

2. Aux fins du présent article, «dumping» signifie le transfert de biens originaires d'un Etat membre dans un autre Etat membre pour y être vendus:

- a) à un prix inférieur au prix pratiqué pour des marchandises similaires dans l'Etat membre d'où proviennent ces marchandises, compte étant dûment tenu des différences de conditions de vente, de taxation, de frais de transport et de tout autre facteur influant sur la comparaison des prix; et
- b) dans des conditions susceptibles de porter atteinte à la production de marchandises similaires dans cet Etat membre.

#### Article 37

##### **Traitement de la nation plus favorisée**

1. Les Etats membres s'accordent mutuellement, en ce qui concerne le commerce intra-communautaire, le traitement de la nation la plus favorisée. En aucun cas, les concessions tarifaires consentis à un Etat tiers, ayant conclu un accord avec un Etat membre, ne peuvent être plus favorables que celles qui sont appliquées en vertu du présent Traité.

2. Le texte des accords visés au paragraphe 1 du présent article est communiqué par les Etats membres qui y sont parties à tous les autres Etats membres pour information, par l'intermédiaire du Secrétaire Général.

3. Aucun accord conclu entre un Etat membre et un Etat tiers, et prévoyant l'octroi de concessions tarifaires, ne peut être incompatible avec les obligations découlant du présent Traité.

#### Article 38

##### **Reexportation de marchandises et facilités de transit intra-communautaires**

1. Au cours de la troisième étape, les Etats membres s'engagent à faciliter la réexportation des marchandises entre eux conformément aux dispositions du Protocole relatif à la Réexportation des Marchandises.

2. Les Etats membres s'accordent mutuellement la liberté de transit sur leur territoire pour les marchandises à destination ou en provenance d'un autre Etat membre, conformément aux dispositions du Protocole relatif au Transit, aux facilités de Transit ainsi qu'aux Accords intercommunautaires à conclure.

#### Article 39

##### **Coopération et administration douanières**

Les Etats membres, conformément aux dispositions du Protocole relatif à la Coopération Douanière, prennent toute mesure utile pour harmoniser et normaliser leur réglementation et leurs formalités douanières de façon à permettre l'application efficace des dispositions du présent chapitre et à faciliter le mouvement des marchandises et des services à travers leurs frontières.

#### Article 40

##### **Formalités et Documents commerciaux**

En vue de faciliter les échanges de marchandises et de services au sein de la Communauté, les Etats membres conviennent de simplifier et d'harmoniser leurs formalités et leurs documents commerciaux, conformément aux dispositions du Protocole relatif à la Simplification et à l'Harmonisation des Formalités et des Documents Commerciaux.

#### Article 41

##### **Détournement de trafic résultant d'accords de troc ou d'échanges par compensation**

1. Si, à la suite d'un accord de troc ou d'échanges par compensation portant sur une catégorie donnée de biens, conclu entre un Etat membre ou une personne relevant dudit Etat, d'une part, et un Etat tiers ou une personne relevant de ce dernier Etat, d'autre part, il se produit un important détournement de trafic au profit des biens importés en vertu dudit accord et au préjudice des biens de même catégorie importés d'un Etat membre et qui y sont manufacturés, l'Etat membre qui importe lesdits biens prend des mesures efficaces pour remédier à ce détournement.

2. Afin de déterminer si un détournement de trafic a eu lieu à l'égard d'une catégorie donnée de biens au sens du présent article, il est tenu compte de toutes les statistiques commerciales pertinentes et autres données disponibles sur ladite catégorie de biens, pour la période de six (6) mois précédant une plainte d'un Etat membre concerné, relative à un détournement de trafic, ainsi que de la moyenne de deux périodes comparables de six (6) mois au cours des vingt-quatre (24) mois qui ont précédé la première importation de marchandises en vertu de l'accord de troc ou d'échanges par compensation.

3. Le Secrétaire Général saisit le Conseil de la question, pour examen et soumission à la Conférence pour décision

Article 42

**Promotion des échanges commerciaux**

1. Afin d'atteindre les objectifs de la Communauté énoncés à l'alinéa 2(m) de l'article 4 du présent Traité, les Etats membres s'engagent, à promouvoir les activités énumérées ci-dessous dans les domaines suivants:

a) *Échanges intra-communautaires*

i) promouvoir l'utilisation des matières premières, des biens intermédiaires et des facteurs de production ainsi que des produits finis en provenance de la Communauté;

ii) adopter la «Foire Commerciale Panafricaine de l'OUA» comme instrument de la Communauté pour la promotion des échanges commerciaux;

iii) participer aux foires organisées périodiquement sous les auspices de la Foire Commerciale Panafricaine de l'OUA, aux foires commerciales sectorielles, aux foires commerciales régionales ainsi qu'aux autres activités visant à promouvoir les échanges commerciaux au sein de la Communauté;

iv) mettre en place un réseau intra-communautaire d'informations commerciales reliant les systèmes d'informations commerciales informatisés des communautés économiques régionales actuelles et futures à ceux des Etats membres de la Communauté; et

v) étudier les tendances de l'offre et de la demande dans les Etats membres et diffuser les résultats de cette étude au sein de la Communauté et ce, avec l'assistance du Secrétariat.

b) *Échanges sud-sud*

i) promouvoir la diversification des marchés africains et la commercialisation des produits de la Communauté;

ii) participer aux foires commerciales extra-communautaires, particulièrement dans le cadre de la coopération Sud-Sud; et

iii) participer aux échanges commerciaux extra-communautaires et aux fora d'investisseurs.

c) *Échanges Nord-Sud*

i) favoriser de meilleurs termes de l'échange pour les produits de base africains et améliorer l'accès des marchés pour les produits de la Communauté;

ii) participer en tant que groupe à des négociations internationales organisées dans le cadre du GATT, de la CNUCED ou de toute autre instance de négociation commerciale.

2. Les modalités relatives à l'organisation des activités de promotion commerciale de la Communauté ainsi qu'à son système d'informations commerciales sont régis par un Protocole relatif à la Promotion Commerciale.

CHAPITRE VI

**Libre Circulation des Personnes,  
Droits de Residence et d'établissement**

Article 43

**Dispositions générales**

1. Les Etats membres s'engagent à prendre, individuellement, aux plans bilatéral ou régional, les mesures nécessaires à la réalisation progressive de la libre circulation des personnes et à assurer la jouissance des droits de résidence et d'établissement par leurs ressortissants à l'intérieur de la Communauté.

2. Les Etats membres conviennent de conclure, à cet effet, un Protocole relatif à la Libre Circulation des Personnes, aux Droits de Résidence et d'Etablissement.

CHAPITRE VII

**Monnaie, Finances et Paiements**

Article 44

**Politiques en matières monétaire financière et des paiements**

1. Conformément aux dispositions des protocoles pertinents, les Etats membres conviennent d'harmoniser, selon un calendrier à fixer par la Conférence, leurs politiques dans les domaines monétaire, financier et des paiements, en vue de favoriser les échanges intra-communautaires des biens et des services, de promouvoir la réalisation des objectifs de la Communauté et de renforcer la coopération monétaire et financière entre eux.

2. A ces fins, les Etats membres s'engagent à:

a) utiliser leur monnaie nationale pour le règlement des transactions commerciales et financières entre eux, en vue de réduire le recours aux devises dans ces transactions;

b) créer des mécanismes appropriés pour la mise en place de systèmes multilatéraux de paiements;

c) se consulter régulièrement sur les questions monétaires et financières;

d) favoriser la mise en place d'un marché financier aux niveaux national, sous-régional et régional, par la création coordonnée de bourses de valeurs mobilières et par l'harmonisation des textes juridiques régissant celles qui existent, en vue de renforcer leur efficacité;

e) coopérer d'une manière efficace dans les domaines des assurances et des banques;

f) promouvoir la libéralisation en matière de paiements ainsi que l'élimination des restrictions éventuelles de paiements entre eux et faciliter l'intégration de tous les arrangements de compensation et de paiements existant entre les différentes régions en une union africaine de compensation et des paiements; et

- g) créer une union monétaire africaine par l'harmonisation des zones monétaires.

Article 45

**Circulation des capitaux**

1. Les Etats membre assurent la libre circulation des capitaux à l'intérieur de la communauté en éliminant les restrictions au transfert des capitaux entre eux, selon un calendrier à arrêter par le Conseil.

2. Les Capitaux visés au paragraphe 1 du présent article sont ceux qui appartiennent soit aux Etats membres, soit aux personnes relevant de ces derniers.

3. La Conférence, tenant compte des objectifs de développement contenus dans les plans nationaux, régionaux et continentaux et, sur recommandation de la Commission et après approbation du Conseil, détermine les conditions de circulation au sein de la Communauté des capitaux autres que ceux visés au paragraphe 2 du présent article.

4. Afin de réglementer la circulation des capitaux entre les Etats membres et les tiers, la Conférence, sur recommandation de la Commission et après approbation du Conseil, prend des mesures tendant à la coordination progressive des politiques nationales et régionales en matière de change.

**CHAPITRE VIII**

**Alimentation et Agriculture**

Article 46

**Developpement agricole**

1. Les Etats membres conviennent de coopérer en vue de développer l'agriculture, la sylviculture, l'élevage et la pêche, dans le but d'assurer:

- a) la sécurité alimentaire;
- b) l'accroissement de la production et de la productivité de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des ressources forestières ainsi que l'amélioration des conditions de travail et la création d'emplois dans les zones rurales;
- c) la valorisation des productions agricoles par la transformation sur place des produits d'origines végétale et animale; et
- d) la protection du cours des produits d'exportation sur le marché international par la création d'une bourse africaine des produits de base.

2. A cet effet, et en vue de promouvoir l'intégration des structures de production, les Etats membres s'engagent à coopérer dans les domaines suivants:

- a) la production des intrants agricoles: engrais, pesticides, semences sélectionnées, machines et équipements agricoles et produits vétérinaires;
- b) la mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres;
- c) le développement et la protection des ressources marines et halieutiques;
- d) la protection des espèces végétales et animales;

e) l'harmonisation des stratégies et des politiques de développement agricole aux niveaux régional et communautaire, en ce qui concerne particulièrement la production et la commercialisation des produits agricoles essentiels et des intrants, et

f) l'harmonisation des politiques de sécurité alimentaire en vue de garantir;

- i) la réduction des pertes dans la production alimentaire;
- ii) le renforcement des institutions existantes en matière de gestion des calamités naturelles et de lutte contre les fléaux et les maladies agricoles;
- iii) la conclusion d'accords aux niveaux régional et continental en matière de sécurité alimentaire;
- iv) la fourniture d'assistance alimentaire aux Etats membres en cas de pénurie grave; et
- v) la protection des marchés régionaux et continentaux essentiellement au profit des produits agricoles africains.

Article 47

**Protocole Relatif a l'alimentation et a l'agriculture**

Aux fins du présent chapitre, les Etats membres s'engagent à coopérer conformément aux dispositions du Protocole relatif à l'Alimentation et à l'Agriculture.

**CHAPITRE IX**

**Industrie, Science, Technologie, Energie, Ressources Naturelles et Environnement**

Article 48

**Industrie**

1. En vue de la promotion de leur développement industriel et de l'intégration de leurs économies, les Etats membre conviennent d'harmoniser leurs politiques d'industrialisation au sein de la Communauté.

2. A cet effet, ils s'engagent à:

- a) renforcer la base industrielle de la Communauté en vue de moderniser les secteurs prioritaires et de favoriser la réalisation d'un développement auto-entretenu et auto-suffisant;
- b) promouvoir des projets industriels conjoints aux niveaux régional et communautaire ainsi que la création d'entreprises multinationales qui sont susceptibles de contribuer au développement de l'agriculture, des transports et communication, des ressources naturelles et de l'énergie.

Article 49

**Developpement industriel**

Afin de créer une base solide pour l'industrialisation et de promouvoir l'autonomie collective, les Etats membres s'engagent à:

- a) assurer le développement des industries de base suivantes qui sont essentielles pour l'autonomie collective et la modernisation des secteurs économiques prioritaires:
- i) industries alimentaires et agro-industries;
  - ii) industries du bâtiment et de la construction;
  - iii) industries métallurgiques;
  - iv) industries mécaniques;
  - v) industries électriques et électroniques;
  - vi) industries chimiques et pétrochimiques;
  - vii) industries forestières;
  - viii) industries énergétiques;
  - ix) industries textiles et industries du cuir;
  - x) industries des transports et communications; et
  - xi) industries biotechnologiques.
- b) assurer le développement des petites industries en vue de promouvoir la création d'emplois dans les Etats membres;
- c) promouvoir les industries intermédiaires qui ont des liens importants avec l'économie, en vue d'accroître les composantes locales du rendement industriel au sein de la Communauté;
- d) élaborer des plans directeurs aux niveaux régional et communautaire pour la création d'industries multinationales africaines, en l'occurrence celles dont le coût de réalisation et le volume de production dépassent les seules capacités nationales de financement et d'absorption.
- e) renforcer et créer, là où il n'en existe pas, des institutions spécialisées pour le financement de projets industriels multinationaux africains;
- f) faciliter la mise en place d'entreprises multinationales africaines en encourageant et en soutenant financièrement et techniquement les entrepreneurs africains;
- g) stimuler le commerce et la consommation des produits industriels stratégiques manufacturés dans les Etats membres;
- h) promouvoir la coopération technique et les échanges d'expériences dans le domaine de la technologie industrielle et entreprendre des programmes de formation technique dans les Etats membres;
- i) renforcer les institutions multinationales existantes, notamment le Centre Régional Africain de Conception et de Fabrication Industrielles et le Fonds Africain de Développement Industriel;
- j) établir une base de données et d'informations statistiques au service du développement industriel aux niveaux régional et continental;

- k) promouvoir la coopération Sud-Sud et Nord-Sud pour la réalisation des objectifs d'industrialisation en Afrique;
- l) promouvoir une spécialisation industrielle en tenant compte de la disponibilité de ressources aux niveaux national et régional en vue d'accroître la complémentarité entre les économies africaines et d'élargir la base des échanges intra-communautaires; et
- m) adopter des normes communes et des systèmes de contrôle de qualité adéquats qui sont d'une importance capitale pour la coopération et l'intégration industrielles.

Article 50

**Protocole relatif à l'industrie**

Aux fins des articles 48 et 49 du présent Traité, les Etats membres conviennent de coopérer conformément aux dispositions du Protocole relatif à l'Industrie.

Article 51

**Science et technologie**

1. Les Etats membres conviennent de:

- a) renforcer les capacités scientifiques et technologiques susceptibles de réaliser la transformation socio-économique nécessaire à l'amélioration de la qualité de vie de leurs populations, particulièrement celles des zones rurales;
- b) assurer une application appropriée de la science et de la technologie au développement de l'agriculture, des transports et des communications, de l'industrie, de la santé et de l'hygiène, de l'énergie, de l'éducation et des ressources humaines ainsi qu'à la préservation de l'environnement;
- c) réduire leur dépendance et promouvoir leur autonomie individuelle et collective dans le domaine de la technologie;
- d) coopérer en matières de développement, d'acquisition et de dissémination de technologies appropriées; et
- e) renforcer les institutions de recherche scientifique existantes et en créer d'autres là où il n'en existe pas.

2. Dans le cadre de cette coopération, les Etats membres s'engagent à:

- a) harmoniser au niveau communautaire leurs politiques nationales relatives à la recherche scientifique et technologique et les intégrer à leurs plans nationaux de développement économique et social;
- b) coordonner leur programmes dans les domaines de la recherche appliquée, de la recherche-développement et des services scientifiques et technologiques;
- c) harmoniser d'une part, leurs plans nationaux de développement technologique en mettant un accent particulier sur la technologie autochtone et d'autre part, leurs réglementations en matières de propriété industrielle et de transfert de technologie;

- d) coordonner leur positions sur les questions scientifiques et techniques faisant l'objet de négociations internationales;
- e) procéder à un échange d'informations et de documentation et à la création de réseaux et de banques de données communautaires;
- f) élaborer des programmes communs de formation de cadres scientifiques et techniques, y compris la formation et le perfectionnement de la main-d'oeuvre qualifiée;
- g) promouvoir les échanges de chercheurs et de spécialistes entre les Etats membres en vue d'utiliser pleinement les compétences techniques disponibles dans la Communauté; et
- h) réviser les systèmes éducatifs en vue de mieux adapter les programmes d'enseignement et de formation scientifiques et techniques aux besoins de développement spécifiques à l'environnement africain.

Article 52

**Recherche scientifique et développement technologique**

Les Etats membres s'engagent à prendre toutes les dispositions nécessaires en vue d'élaborer et de mettre en oeuvre des programmes communs de recherche scientifique et de développement technologique.

Article 53

**Protocole relatif à la science et à la technologie**

Aux fins des articles 51 et 52 du présent Traité, les Etats membres conviennent de coopérer conformément aux dispositions du Protocole relatif à la Science et à la Technologie.

Article 54

**Energie et ressources naturelles**

1. Les Etats membres conviennent de coordonner et d'harmoniser leurs politiques et programmes dans les domaines de l'énergie et des ressources naturelles.
2. A cet effet, ils s'engagent à:
  - a) mettre effectivement en valeur les ressources naturelles et énergétiques du Continent;
  - b) mettre en oeuvre des mécanismes de coopération appropriés en hydrocarbures;
  - c) promouvoir le développement des énergies nouvelles et renouvelables dans sources d'énergie;
  - d) harmoniser leurs plans nationaux de développement énergétique;
  - e) concevoir une politique énergétique commune particulièrement en matière de recherche, d'exploitation, de production et de distribution.
  - f) créer un mécanisme de concertation et de coordination permettant de résoudre en commun les problèmes que pose le développement énergétique au sein de la Communauté, notamment ceux relatifs au transport de l'énergie, à l'insuffisance de cadres et techniciens qualifiés ainsi qu'à la pénurie de moyens financiers pour la réalisation de leurs projets énergétiques; et

- g) promouvoir la formation continue de la main d'oeuvre qualifiée.

Article 55

**Energie**

1. Les Etats membres conviennent de développer leur coopération dans les domaines suivants:
  - a) les ressources minières et hydrauliques;
  - b) l'énergie nucléaire;
  - c) les énergies nouvelles et renouvelables.
2. Ils conviennent en outre de procéder à:
  - a) une meilleure exploration et évaluation de leurs potentialités en ressources naturelles;
  - b) la réduction progressive de leur dépendance vis-à-vis des sociétés transnationales dans la mise en valeur de ces ressources notamment, en maîtrisant les techniques d'exploitation; et
  - c) l'amélioration des méthodes de fixation des prix et de commercialisation des matières premières.

Article 56

**Ressources naturelles**

Afin de promouvoir la coopération dans les domaines des ressources naturelles et énergétiques, les Etats membres s'engagent à:

- a) échanger des informations relatives à la prospection à la cartographie, à la production et à la transformation des ressources minières, d'une part la prospection, à l'exploitation et à l'utilisation des ressources hydrauliques, d'autre part;
- b) coordonner leurs programmes de développement et d'utilisation des ressources minières et hydrauliques;
- c) promouvoir des relations inter-industrielles verticales et horizontales qui peuvent être créées entre les Etats membres lors de la mise en valeur de ces ressources;
- d) coordonner leurs positions dans toutes les négociations internationales portant sur les matières premières;
- e) développer un système de transfert du savoir-faire et d'échanges de données scientifiques, techniques et économiques entre les Etats membres en matières de télédétection; et
- f) élaborer et mettre en oeuvre des programmes communs de formation et de perfectionnement des cadres afin de mettre en valeur les ressources humaines et les capacités technologiques endogènes appropriées, nécessaires à l'exploration, à l'exploitation et à la transformation des ressources minières et hydrauliques.

Article 57

**Protocole relatif à l'énergie et aux ressources naturelles**

Aux fins des articles 54, 55 et 56 du présent Traité, les Etats membres conviennent de coopérer conformément aux dispositions du Protocole relatif à l'Energie et aux Ressources Naturelles.

## Article 58

**Environnement**

1. Les Etats membres s'engagent à promouvoir un environnement sain. A cet effet ils adoptent aux plans national, régional et continental, des politiques stratégiques et programmes et créent des institutions appropriées pour la protection et l'assainissement de l'environnement.

2. Aux fins du paragraphe 1 du présent article, les Etats membres prennent les mesures nécessaires pour accélérer le processus de réformes et d'innovations conduisant à des politiques et à des programmes de développement qui soient écologiquement rationnels, économiquement durables et socialement acceptables.

## Article 59

**Lutte contre les déchets dangereux**

Les Etats membre s'engagent individuellement et collectivement à prendre toutes les mesures nécessaires pour interdire l'importation et le déversement de déchets dangereux sur leurs territoires respectifs. Ils s'engagent en outre à coopérer en matières de mouvements transfrontières et de gestion desdits déchets produits en Afrique.

## Article 60

**Protocole relatif à l'environnement**

Aux fins des articles 58 et 59 du présent Traité, les Etats membres conviennent de coopérer conformément aux dispositions du Protocole relatif à l'Environnement.

**CHAPITRE X****Transports, Communications et Tourisme**

## Article 61

**Transports et communications**

1. En vue d'assurer un développement harmonieux et intégré du réseau continental des transports et communications, les Etats membres conviennent de:

- a) promouvoir l'intégration des infrastructures dans les domaines des transports et des communications;
- b) coordonner les différents modes de transports en vue d'accroître leur efficacité;
- c) harmoniser progressivement leurs législations et réglementations en matière de transports et utilisation de communications;
- d) encourager l'utilisation des ressources matérielles et humaines locales, la normalisation des réseaux et de l'équipement, la recherche en technique de construction d'infrastructures, du matériel et des équipements adaptés ainsi que leur vulgarisation;
- e) étendre et moderniser les infrastructures de transport et de communication et en assurer l'entretien en mobilisant les ressources techniques et financières nécessaires;
- f) promouvoir la création d'industries régionales pour la production d'équipements de transport et de communication;

- g) organiser, structurer et promouvoir, aux niveaux régional et communautaire, les services de transport des personnes et des marchandises.

2. A cet effet, les Etats membres s'engagent à:

- a) élaborer des programmes coordonnés pour restructurer le secteur du transport routier en vue de l'établissement de liaisons inter-Etats et de la réalisation de grands axes trans-continentaux;
- b) élaborer des plans visant à améliorer, à réorganiser et à normaliser les divers réseaux ferroviaires des Etats membres en vue de leur interconnexion, et construire de nouvelles voies ferrées dans le cadre d'un réseau panafricain;
- c) harmoniser:
  - i) leurs politiques relatives au transport maritime ainsi que celles qui se rapportent aux transports lacustre ou fluvial inter-étatiques;
  - ii) leurs politiques en matière de transport aérien;
  - iii) leurs programmes en matière de formation et de perfectionnement des cadres spécialisés dans les domaines des transports et communications;
- d) moderniser et normaliser leurs équipements de transport et de communication afin d'être reliés entre eux et avec l'extérieur;
- e) promouvoir une meilleure intégration du transport aérien en Afrique et coordonner les horaires de vol; et
- f) coordonner et harmoniser, aux niveaux régional et communautaire, les politiques de transport en vue d'éliminer les barrières non-physiques de transport des biens, des services et des personnes.

## Article 62

**Entreprises communautaires relatives aux transports**

1. Les Etats membres s'engagent à encourager la création d'entreprises communautaires et multinationales africaines dans les domaines de transports maritime, ferroviaire, routier, aérien et par voies d'eau intérieures.

2. La notion et le statut juridique d'une entreprise communautaire et multinationale africaine sont définis dans un protocole y afférent.

## Article 63

**Postes et telecommunications**

1. Dans le domaine des postes, les Etats membres s'engagent à:

- a) mettre en place un réseau panafricain des postes;
- b) adopter une politique de rationalisation et de maximisation du transport du courrier.
- c) veiller à ce que les postes aient un statut juridique et un système de gestion efficace ainsi que des ressources adéquates pour assurer des services postaux fiables en vue de satisfaire les besoins des clients; et
- d) créer des services commerciaux compétitifs.



2. Dans le domaine des télécommunications, les Etats membres s'engagent à:

- a) développer, moderniser, coordonner et normaliser les réseaux nationaux de télécommunications en vue de permettre une interconnexion fiable entre les Etats membres;
- b) mettre en place un réseau panafricain de télécommunications et en assurer l'utilisation et l'entretien; et
- c) mettre en place un système panafricain de communications par satellite, en vue d'améliorer les télécommunications notamment en milieu rural.

3. Les Etats membres s'engagent en outre à assurer, au sein de la Communauté, des services postaux et de télécommunications efficaces et réguliers, et à développer une collaboration étroite entre les administrations des postes et télécommunications.

4. Afin d'atteindre les objectifs énoncés au présent article, les Etats membres s'engagent à encourager également la création de sociétés privées de services postaux et de télécommunications.

#### Article 64

##### Radiodiffusion et television

1. Les Etats membres s'engagent à:

- a) Coordonner leurs efforts et mettre en commun leurs ressources pour promouvoir l'échange de programmes de radio et de télévision aux niveaux bilatéral, régional et continental;
- b) Encourager la création, aux niveaux régional et continental, de centres d'échange de programmes. A cet effet, les Etats membres doivent prendre les mesures nécessaires pour renforcer les activités et les opérations des centres d'échange de programmes existant et;
- c) utiliser leurs systèmes de radiodiffusion et de télévision pour affermir la coopération ainsi qu'une meilleure compréhension entre leurs peuples, et en particulier, promouvoir la réalisation des objectifs de la Communauté.

2. Les Etats membres s'engagent également à collecter, à diffuser et à échanger des informations météorologiques au niveau continental, en particulier en ce qui concerne la mise en place de systèmes d'alerte rapide, en vue de prévenir les catastrophes naturelles et d'assurer la sécurité de navigation aérienne, à l'intérieur du Continent et le long des côtes.

#### Article 65

##### Tourisme

1. En vue d'assurer un développement harmonieux et rentable du tourisme en Afrique, les Etats membres s'engagent à:

- a) Renforcer la coopération intra-africaine en matière de tourisme, notamment par:
  - i) La promotion du tourisme intra-africain;
  - ii) L'harmonisation et la coordination des politiques, plans et programmes de développement touristique;

iii) La promotion conjointe de produits touristiques représentatifs des valeurs socio-culturelles et naturelles africaines.

- b) Promouvoir la création d'entreprises touristiques efficaces adaptées aux besoins des populations africaines et attractives pour les touristes étrangers par:
  - i) L'adoption de mesures incitatives pour des investissements visant la création d'entreprises touristiques africaines performantes;
  - ii) L'adoption de mesures destinées à la promotion et à la mise en valeur des ressources humaines au service du tourisme en Afrique;
  - iii) Le renforcement ou la création, au besoin, d'institutions de formation touristique de haut niveau.

2. Les Etats membres s'engagent également à prendre toutes les mesures nécessaires au développement d'un tourisme africain qui tienne dûment compte de l'environnement humain et naturel ainsi que du bien-être des populations africaines, et qui contribue effectivement à la réalisation de l'intégration et du développement politique et socio-économique du Continent.

#### Article 66

##### Protocole relatif aux transports, aux communications et au tourisme

Aux fins du présent chapitre, les Etats membres conviennent de coopérer conformément aux dispositions du Protocole relatif aux Transports, aux Communications et au Tourisme.

#### CHAPITRE XI

##### Normalisation et systemes de mesures

#### Article 67

##### Politique commune en matières de normalisation et de systèmes de mesures

1. Les Etats membres conviennent de:

- a) Adopter une politique commune en matières de normalisation et d'assurance de qualité des produits et services entre les Etats membres;
- b) Entreprendre toute autre activité connexe en matière de normalisation et adopter des systèmes de mesures susceptibles de promouvoir le commerce, le développement et l'intégration économiques au sein de la et Communauté et;
- c) Renforce les organisations nationales, régionales et continentales africaines opérant dans ce domaine.

2. Aux termes des dispositions du présent chapitre, les Etats membres conviennent d'établir des relations de coopération conformément aux dispositions du Protocole relatif à la Normalisation, à l'Assurance de Qualité et aux Systèmes de Mesures.

## CHAPITRE XII

**Éducation, formation et culture**

Article 68

**Éducation et formation**

1. Les Etats membres conviennent de renforcer leur coopération en matières d'éducation et de formation, de coordonner et d'harmoniser leurs politiques dans ce domaine en vue de former des personnes capables de promouvoir les changements nécessaires au progrès social et au développement du Continent.

2. Aux fins du paragraphe 1 du présent article, les Etats membres s'engagent à:

- a) Améliorer l'efficacité des systèmes éducatifs existants, par la promotion de la formation des formateurs et par l'utilisation de méthodes et d'équipements appropriés;
- b) Coopérer en vue de renforcer les institutions de formation existant aux niveaux régional et communautaire et en créer de nouvelles, en cas de besoin, de préférence par le renforcement des institutions nationales et régionales appropriées existantes;
- c) Élaborer, coordonner et harmoniser des programmes communs de formation pour mieux les adapter aux besoins de développement afin d'assurer progressivement une autosuffisance en personnel qualifié;
- d) Promouvoir l'échange systématique d'expériences et d'informations en matières de politique et de planification de l'éducation et;
- e) Prendre des mesures appropriées en vue d'arrêter l'exode des compétences de la Communauté et d'encourager le retour des cadres supérieurs et de la main-d'oeuvre qualifiée dans leur pays d'origine.

Article 69

**Culture**

Les Etats membres s'engagent à:

- a) Promouvoir les objectifs de la Charte Culturelle de l'Afrique;
- b) Promouvoir et diffuser les valeurs culturelles africaines;
- c) Tout mettre en oeuvre pour préserver et récupérer leur patrimoine culturel;
- d) Veiller à ce que les politiques de développement reflètent, d'une manière adéquate, leurs valeurs socio-culturelles afin de consolider leur identité culturelle;
- e) Échanger leurs programmes culturels et leurs expériences, notamment dans les domaines de l'art, de la littérature, des loisirs et des sports; et
- f) Promouvoir et développer des programmes et des activités sportifs à tous les niveaux, en tant que facteurs d'intégration.

Article 70

**Protocole relatif à l'éducation, à la formation et la culture**

Aux fins du présent chapitre, les Etats membres conviennent de coopérer conformément aux dispositions du Protocole relatif à l'Education, à la Formation et à la Culture.

## CHAPITRE XIII

**Ressources humaines, affaires sociales, santé et population**

Article 71

**Ressources humaines**

1. Les Etats membres conviennent de coopérer pour développer, planifier et utiliser leurs ressources humaines.

2. A cet effet, ils s'engagent à:

- a) Adopter et promouvoir une politique commune en matières de planification, de programmation et de formation professionnelle, et d'harmoniser leurs politiques d'emploi et de revenus;
- b) Coordonner les politiques et leurs activités dans les domaines de la formation, de la planification et de l'orientation professionnelle;
- c) Renforcer leurs services d'information et de placement afin de faciliter particulièrement la recherche et le recrutement d'experts africains;
- d) Encourager les organismes de consultation pour la promotion de l'utilisation des experts africains et le développement des services et conseils locaux et;
- e) Adopter des politiques de l'emploi que permettent la libre circulation des personnes à l'intérieur de la Communauté, par le renforcement et la création de bourses de travail en vue de faciliter l'emploi de la main-d'oeuvre qualifiée et disponible d'un Etat membre dans d'autres Etats africains souffrant d'une pénurie dans ce domaine.

Article 72

**Affaires sociales**

1. Les Etats membres conviennent d'assurer, dans leurs efforts de développement communautaire, une pleine participation et une utilisation rationnelle de leurs ressources humaines en vue d'enrayer les autres fléaux sociaux du Continent.

2. A cet effet, ils s'engagent à:

- a) Promouvoir les échanges d'expériences et d'informations relatives à l'alphabétisation, à la formation professionnelle et à l'emploi;
- b) Harmoniser progressivement leurs législations du travail et leurs régimes de sécurité sociale en vue d'éliminer la pauvreté et de promouvoir un développement socio-économique équilibré au sein de la Communauté;

- c) Prendre les mesures requises afin d'assurer la survie et le développement de l'enfant ainsi que la protection de celui-ci contre l'abus, la négligence et l'exploitation;
- d) Assurer aux personnes handicapées une formation adéquate, susceptible de faciliter leur insertion sociale et de permettre leur participation à la réalisation des objectifs de la Communauté;
- e) Créer les conditions permettant aux jeunes, surtout ceux qui quittent prématurément l'école, de recevoir une formation susceptible de leur assurer des emplois rémunérateurs;
- f) Adopter, coordonner et harmoniser leurs politiques en vue d'assurer une vie décente aux et personnes âgées et;
- g) Harmoniser leurs efforts pour enrayer la production et la consommation illégales ainsi que le trafic de narcotiques et de substances psychotropes et élaborer des programmes de sensibilisation et de réhabilitation dans ce domaine.

Article 73

#### Santé

1. Les Etats membres conviennent de promouvoir et de renforcer leur coopération dans le domaine de la santé.

2. A cette fin, ils s'engagent à coopérer en vue notamment de développer les soins de santé primaires et de promouvoir la recherche médicale, et plus particulièrement dans les domaines de la médecine traditionnelle et de la pharmacopée africaines.

Article 74

#### Population et développement

1. Les Etats membres s'engagent à adopter individuellement et collectivement des politiques et des mécanismes nationaux en matière de population et à prendre les mesures nécessaires en vue d'établir l'équilibre entre la croissance démographique et le développement socio-économique.

2. A cette fin, les Etats membres conviennent de:

- a) Considérer les questions relatives à la population comme des composantes d'importance capitale dans la formation et la mise en oeuvre des politiques et programmes nationaux en vue d'assurer un développement socio-économique équilibré et accéléré;
- b) Élaborer des politiques nationales de population et créer des institutions nationales spécialisées dans les questions de population;
- c) Entreprendre des activités de sensibilisation des populations, en particulier des groupes-cibles, sur les questions de population et;
- d) Collecter, analyser et échanger des informations et des données relatives aux questions de population.

Article 75

#### Femme et développement

1. Les Etats membres conviennent d'élaborer, d'harmoniser, de coordonner et de mettre en oeuvre des politiques et mécanismes appropriés pour le plein épanouissement de la femme africaine, par l'amélioration de sa situation économique, sociale et culturelle.

2. A cette fin, ils prennent toutes les mesures nécessaires pour une plus grande intégration de la femme aux activités de développement de la Communauté.

Article 76

#### Protocoles relatifs aux ressources humaines et aux affaires sociales ainsi qu'à la santé et la population

Aux fins du présent chapitre, les Etats membres conviennent de coopérer conformément aux dispositions des Protocoles relatifs aux Ressources Humaines et aux Affaires Sociales ainsi qu'à la Santé et à la Population.

### CHAPITRE XIV

#### Coopération dans les autres domaines

Article 77

#### Harmonisation des politiques dans les autres domaines

Sous réserve des dispositions du présent Traité, les Etats membres s'engagent à se concerter au sein des organes compétents de la Communauté en vue d'harmoniser leurs politiques dans les autres domaines pour le fonctionnement et le développement efficaces de la Communauté ainsi que pour l'application des dispositions du présent Traité.

### CHAPITRE XV

#### Dispositions spéciales en faveur de certains pays

Article 78

#### Dispositions spéciales concernant le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Swaziland

1. Les Etats membres, conscients de la situation exceptionnelle du Botswana, du Lesotho, de la Namibie et du Swaziland au sein de la Communauté, et leur appartenance à l'Union Douanière de l'Afrique Australe, conviennent de les exempter temporairement de l'application pleine et entière de certaines dispositions du présent Traité.

2. A cet effet, les Etats membres s'engagent à adopter un Protocole relatif à la Situation Spéciale du Botswana, du Lesotho, de la Namibie et du Swaziland.

Article 79

#### Dispositions spéciales relatives aux pays les moins avancés, enclavés, semi-enclavés et insulaires

1. Les Etats membres, tenant compte des difficultés économiques et sociales que pourraient connaître certains pays membres et particulièrement les pays les moins avancés, enclavés, semi-enclavés et insulaires, conviennent d'accorder, au besoin, à ces pays un traitement spécial en ce qui concerne l'application de certaines dispositions du présent Traité et de leur apporter toute autre assistance nécessaire.

2. Le traitement spécial et l'assistance mentionnés au paragraphe 1 du présent article peuvent consister, entre autres, en:

- a) Des exemptions temporaires de l'application pleine et entière de certaines dispositions du présent Traité;
- b) Une assistance du Fonds.

3. Aux fins du présent article, les Etats membres conviennent d'adopter un Protocole relatif à la Situation des Pays les Moins Avancés, Enclavés, Semi-enclavés et Insulaires.

## CHAPITRE XVI

**Fonds de solidarité,  
de développement et de compensation**

Article 80

**Creation**

Il est créé un Fonds de Solidarité, de Développement et de Compensation de la Communauté.

Article 81

**Objectifs et statuts du fonds**

1. Les statuts du Fonds sont établis par la Conférence dans un protocole y afférent.

2. Les statuts déterminent notamment les objectifs, le capital-actions et les ressources autorisés du Fonds, les contributions des Etats membres et les monnaies dans lesquelles elles sont versées, le fonctionnement, l'organisation, la gestion du Fonds, de même que toute autre question connexe.

## CHAPITRE XVII

**Dispositions financières**

Article 82

**Budget ordinaire de la communauté**

1. Le Budget ordinaire annuel de la communauté, qui fait partie intégrante du budget ordinaire de l'OUA, est préparé par le Secrétaire Général et approuvé par la Conférence, sur recommandation du Conseil.

2. Le budget est alimenté par les contributions des Etats membres, sur la base du barème en vigueur à l'OUA. Sur recommandation du Conseil, la Conférence détermine les conditions dans lesquelles les contributions des Etats membres peuvent être complétées ou remplacées, au besoin, par des ressources propres à la Communauté.

Article 83

**Budgets spéciaux**

Des budgets spéciaux sont votés, le cas échéant, pour pourvoir aux dépenses extraordinaires de la Communauté. La Conférence détermine le montant des contributions des Etats membres auxdits budgets spéciaux.

Article 84

**Sanctions relatives au non-paiement des contributions**

1. Sur décision de la Conférence, un Etat membre de la Communauté qui se trouve en retard de paiement de sa contribution aux budgets de celle-ci, ne peut participer au vote ni à la prise de décisions de la Communauté si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par cet Etat pour les deux derniers exercices écoulés. Cet Etat cesse aussi de bénéficier d'autres avantages découlant du présent Traité ainsi que du droit de parole. Il ne peut non plus présenter de candidatures aux postes vacants au sein de la Communauté. Il n'est éligible aux organes délibérants de la Communauté. La Conférence peut, si nécessaire, imposer d'autres sanctions à l'encontre de l'Etat qui est en défaut de paiement.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, la Conférence peut suspendre l'application desdites dispositions, sur la base d'un rapport justificatif satisfaisant, établi par l'Etat membre concerné, soumis à elle par l'intermédiaire du Secrétaire Général et spécifiant que le non-paiement est dû à des circonstances indépendantes de la volonté de cet Etat.

3. La Conférence détermine les modalités l'application des dispositions du présent article.

Article 85

**Règlement financier**

Le règlement financier de l'OUA régit l'application des dispositions du présent chapitre.

Article 86

**Conseil des vérificateurs externes**

La procédure de sélection et les conditions de nomination, ainsi que les fonctions et responsabilités des vérificateurs externes sont définies dans le règlement financier.

## CHAPITRE XVIII

**Règlement des litiges**

Article 87

**Procédure de règlement des litiges**

1. Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du présent Traité est réglé à l'amiable par accord direct entre les parties au litige. Si celles-ci ne parviennent pas à régler ledit litige, l'une des parties peut en saisir la Cour de Justice dans un délai de douze mois.

2. Les arrêts de la Cour de Justice sont définitifs et sans appel.

## CHAPITRE XIX

**Relations entre la Communauté et les Communautés Economiques Regionales, les Organisations Africaines Continentales, les Organisations non Gouvernementales Africaines et les Organisations et Associations Socio-Economiques**

Article 88

**Relations entre la communauté  
et les communautés économiques régionales**

1. La mise en place de la Communauté se fera, principalement, par la coordination, l'harmonisation et l'intégration progressive des activités des communautés régionales.

2. Les Etats membres s'engagent à promouvoir la coordination et l'harmonisation des activités d'intégration des communautés économiques régionales dont ils sont membres avec les activités de la Communauté, étant entendu que la mise en place de celle-ci est l'objectif final vers lequel doivent tendre les activités des communautés économiques régionales existantes et futures.

3. A cette fin, la Communauté est chargée de coordonner, d'harmoniser et d'évaluer les activités des communautés économiques régionales existantes et futures.

4. Les Etats membres s'engagent, au sein de leurs communautés économiques régionales respectives, à coordonner et à harmoniser les activités de leurs organisations sous-régionales, en vue de rationaliser le processus d'intégration au niveau de chaque région.

Article 89

**Relations de la Communauté  
avec les Organisations Continentales Africaines**

La Communauté coopère étroitement avec les organisations continentales africaines, notamment la Banque Africaine de Développement et le Centre Africain d'Etudes Monétaires, en vue de la réalisation des objectifs d'intégration régionale et continentale. Elle peut conclure des accords de coopération avec ces organisations

Article 90

**Relations de la Communauté  
avec les Organisations non-Gouvernementales Africaines**

1. La Communauté, dans le cadre de la mobilisation des ressources humaines et matérielles de l'Afrique, établit des relations de coopération avec les organisations non-gouvernementales africaines, dans le but d'encourager l'adhésion des populations africaines au processus d'intégration économique et de susciter leur soutien technique, matériel et financier à cet effet.

2. A cette fin, la Communauté établit un mécanisme de consultation avec ces organisations non-gouvernementales.

Article 91

**Relations de la Communauté  
avec les Organisations et Associations Socio-Economiques**

1. La Communauté, dans le cadre de la mobilisation des différents acteurs de la vie économique et sociale, établit des relations de coopération avec les organisations et associations socio-économiques, principalement celles des producteurs, transporteurs, travailleurs, employeurs, jeunes, femmes, artisans et autres organisations et associations professionnelles, dans le but d'encourager et d'assurer leur adhésion au processus d'intégration de l'Afrique.

2. A cette fin, la Communauté établit un mécanisme de consultation avec ces organisations et associations socio-économiques.

## CHAPITRE XX

### Relations de la Communauté avec les Etats Tiers et les Organisations Internationales

Article 92

#### Accords de coopération

1. La Communauté peut conclure des accords de coopération avec des Etats tiers.

2. Dans le cadre de la réalisation de ses objectifs, la Communauté établit des relations de coopération avec le système des Nations Unies, notamment la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, les institutions spécialisées des Nations Unies ainsi qu'avec toute autre organisation internationale.

3. Les accords de coopération, conclus conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, sont préalablement soumis à l'approbation de la Conférence, sur recommandation du Conseil.

## CHAPITRE XXI

### Relations des Etats Membres avec les Etats Tiers, les Organisations Sous-Regionales et Regionales et les Organisation Internationales

Article 92

#### Accords conclus par les Etats Membres

1. Les Etats membres peuvent conclure des accords à caractère économique, technique ou culturel avec un ou plusieurs Etats membres, avec des Etats tiers, des organisations sous-régionales ou régionales ou toute autre organisation internationale, à condition que ces accords ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent Traité. Ils communiquent copies desdits accords au Secrétaire Général qui en informe le Conseil.

2. Lorsque des accords conclus avant l'entrée en vigueur du présent Traité entre des Etats membres ou entre des Etats membres et des Etats tiers, des organisations sous-régionales ou régionales ou toute autre organisation internationale, sont incompatibles avec les dispositions du présent Traité, le ou les Etats membres concernés s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour éliminer les incompatibilités constatées. Le cas échéant, les Etats membres se prêtent assistance en vue d'arriver à cette fin et adoptent une attitude commune.

Article 94

#### Négociations internationales

1. En vue de promouvoir et de sauvegarder les intérêts de l'Afrique, les Etats membres s'engagent à formuler et à adopter des positions communes au sein de la Communauté sur les questions relatives aux négociations internationales.

2. A ces fins, la Communauté prépare des études et des rapports devant permettre aux Etats membres de mieux harmoniser leurs positions sur lesdites questions.

Article 95

#### Protocoles relatifs aux chapitres XIX, XX et XXI

Les Etats membres conviennent de conclure des protocoles relatifs aux chapitres XIX, XX et XXI du présent Traité.

## CHAPITRE XXII

### Dispositions diverses

Article 96

#### Siège de la communauté

Le siège de la Communauté est le même que celui de l'OUA.

Article 97

#### Langues de travail

Les langues de travail de la Communauté sont les mêmes que celles de l'OUA.

Article 98

#### Personnalité juridique

1. La Communauté fait partie intégrante de l'OUA.

2. Le Secrétaire Général, en sa qualité de représentant juridique de la Communauté, peut, au nom de celle-ci, exercer la capacité de:

- a) Contracter; et
- b) Ester en justice.

3. Sous réserve de l'accord préalable du Conseil, le Secrétaire Général peut, au nom de la Communauté, exercer la capacité de:

- a) Acquérir et aliéner les biens meubles et immeubles;
- b) Emprunter; et
- c) Accepter les dons, les legs et les libéralités.

Article 99

#### Le traité et les protocoles

Le présent Traité et les protocoles font partie intégrante de la Charte de l'OUA.

Article 100

#### Signature et ratification

Le présent Traité ainsi que les protocoles seront signés et ratifiés par les Hautes Parties Contractantes conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire Général de l'OUA.

Article 101

#### Entrée en vigueur

Le présent Traité entrera en vigueur trente jours après le dépôt des instruments de ratification par les deux tiers des Etats membres de l'OUA.

Article 102

#### Adhésion et admission

1. Tout Etat membre de l'OUA peut notifier au Secrétaire Général son intention d'adhérer au présent Traité.

2. Le Secrétaire Général, une fois saisi de cette notification, en communique copie à tous les Etats membres. L'admission est décidée à la majorité simple des Etats membres qui transmettent leur vote au Secrétaire Général. Après avoir reçu le nombre de voix requis, le Secrétaire Général communique la décision d'admission à l'Etat intéressé.

Article 103

#### Amendement et révision du Traité

1. Tout Etat membre peut présenter des propositions d'amendement ou de révision du présent Traité.

2. Les propositions d'amendement ou de révision sont adressées au Secrétaire Général qui les communique aux Etats membres trente (30) jours au plus tard après leur réception au siège de la Communauté.

3. La Conférence, sur avis du Conseil, examine ces propositions lors de sa session suivante, dans un délai d'un an, après que les Etats membres en auront reçu notification conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article.

4. L'amendement ou la révision sont adoptés par la Conférence, par consensus ou, à défaut, à la majorité des deux-tiers et soumis à la ratification de tous les Etats membres conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives. Ils entrent en vigueur trente (30) jours après le dépôt des instruments de ratification des deux-tiers des Etats membres auprès du Secrétaire Général de l'OUA.

Article 104

#### Retrait

1. Tout Etat membre qui désire se retirer de la Communauté notifie par écrit son intention, un an à l'avance, au Secrétaire Général qui la communique aux Etats membres. A l'expiration de ce délai, ledit Etat membre cesse d'être membre de la Communauté, à moins que, dans l'intervalle, il n'ait renoncé à son retrait.

2. Pendant la période d'un an visée au paragraphe 1 du présent article, tout Etat membre désireux de se retirer de la Communauté doit se conformer aux dispositions du présent Traité et reste tenu de s'acquitter de ses obligations aux termes du présent Traité jusqu'au jour de son retrait.

Article 105

#### Dissolution

La Conférence décide de la dissolution de la Communauté et fixe les modalités de répartition de son actif et de son passif.

Article 106

#### Depositaires du traité

1. Le présent Traité, rédigé en quatre textes originaux en langues anglaise, arabe, française et portugaise, les quatre textes faisant également foi, sera déposé auprès du Secrétaire Général de l'OUA qui en communique copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires.

2. Le Secrétaire Général notifie aux Etats membres les dates de dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion et fait enregistrer le présent Traité, dès son entrée en vigueur, auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

En foi de quoi, nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres de l'Organisation de l'Unité Africaine, avons signé le présent Traité.

Fait à Abuja (Nigéria), le trois Juin 1991 mil neuf cent quatre-vingt onze.

#### PREÂMBULO

Nós, Chefes de Estado e de Governo dos Estados Membros da Organização da Unidade Africana (O.U.A.);

1. Presidente da República Argelina Democrática e Popular
2. Presidente da República Popular de Angola
3. Presidente da República do Benim
4. Presidente da República do Botswana

5. Presidente da República do Burkina Faso
6. Presidente da República do Burundi
7. Presidente da República Unida dos Camarões
8. Presidente da República de Cabo Verde
9. Presidente da República Centro-Africana
10. Presidente da República do Chade
11. Presidente da República Federal Islâmica das Comores
12. Presidente da República Popular do Congo
13. Presidente da República da Côte d'Ivoire
14. Presidente da República de Djibouti
15. Presidente da República Árabe do Egipto
16. Presidente da República Popular Democrática da Etiópia
17. Presidente da República do Gabão
18. Presidente da República da Gâmbia
19. Presidente da República de Gana
20. Presidente da República da Guiné
21. Presidente da República da Guiné-Bissau
22. Presidente da República da Guiné Equatorial
23. Rei do Lesoto
24. Presidente da República da Libéria
25. Guia da Grande Jamahiriya Arabe Líbia Popular e Socialista
26. Presidente da República Democrática de Madagáscar
27. Presidente da República do Malawi
28. Presidente da República do Mali
29. Primeiro Ministro da República das Maurícias
30. Presidente da República Islâmica da Mauritània
31. Presidente da República de Moçambique
32. Presidente da República da Namíbia
33. Presidente da República do Níger
34. Presidente da República da Nigéria
35. Presidente da República do Quénia
36. Presidente da República do Ruanda
37. Presidente da República Árabe Saharawi Democrática
38. Presidente da República de São Tomé e Príncipe
39. Presidente da República do Senegal
40. Presidente da República da Sierra Leone
41. Presidente da República das Seychelles
42. Presidente da República da Somália

43. Presidente da República do Sudão
44. Rei da Suazilândia
45. Presidente da República Unida da Tanzânia
46. Presidente da República do Togo
47. Presidente da República da Tunísia
48. Presidente da República do Uganda
49. Presidente da República do Zaire
50. Presidente da República da Zâmbia
51. Presidente da República do Zimbabwe

Tendo presentes os princípios do Direito Internacional que regem as relações entre Estados;

Considerando os princípios e objectivos enunciados na Carta da Organização da Unidade Africana;

Consciente de que é nosso dever desenvolver todos os recursos humanos e naturais do Continente e colocá-los ao serviço do bem-estar geral dos nossos povos em todos os domínios da actividade humana;

Reconhecendo os diversos factores que impedem o desenvolvimento do Continente e, deste modo, comprometem gravemente o futuro dos seus povos;

Considerando as várias resoluções e declarações adoptadas pela nossa Conferência nas Cimeiras de Argel, em Setembro de 1968, de Adis Abeba em Agosto de 1970 e em Maio de 1973, que estipulam que a integração económica do Continente constitui uma condição essencial para a realização dos objectivos da OUA;

Considerando, por outro lado, a nossa decisão adoptada em Libreville em Julho de 1977, ratificando a Declaração de Kinshasa adoptada pelo Conselho de Ministros em Dezembro de 1976, e relativa à criação de uma Comunidade Económica Africana, objectivo esse a ser atingido em etapas sucessivas;

Considerando, igualmente, a nossa «Declaração de Compromisso de Monróvia sobre os princípios orientadores a seguir e as medidas a tomar para alcançar a auto-suficiência nacional e colectiva nos domínios do desenvolvimento económico e social, para a instauração de uma Nova Ordem Económica Internacional» que, entre outros aspectos, preconiza a criação de um Mercado Comum Africano, prelúdio de uma Comunidade Económica Africana;

Considerando ainda o Plano de Acção de Lagos e a Acta Final de Lagos de Abril de 1980, que reafirmam o nosso engajamento de criar até ao ano 2000 uma Comunidade Económica Africana a fim de assegurar a integração económica, social e cultural do nosso Continente;

Considerando finalmente a nossa Declaração, feita por ocasião do 25º Aniversário da OUA, e particularmente a reafirmação do nosso engajamento e da nossa determinação em tomar as medidas que se impõem para acelerar a realização do projecto de criação da Comunidade Económica Africana;

Registando que os esforços até agora envidados nos domínios da cooperação económica sectorial sub-regional e regional são encorajadores e justificam uma integração económica mais ampla e mais completa;

Reconhecendo a necessidade de distribuir de forma justa e equitativa as vantagens da cooperação entre os Estados Membros a fim de promover um desenvolvimento económico equilibrado em todas as partes do Continente;

**DECIDIMOS CRIAR UMA COMUNIDADE  
ECONÓMICA AFRICANA COMO  
PARTE INTEGRANTE DA OUA  
E ACORDAMOS NO SEGUINTE**

**CAPÍTULO I**

**Definições**

Artigo 1º

Nos termos do presente Tratado, entende-se por:

- (a) «Tratado», o Tratado que institui a Comunidade;
- (b) «Protocolo», instrumento de aplicação do Tratado com a mesma força jurídica que este;
- (c) «Comunidade», a estrutura orgânica de integração económica criada nos termos do artigo 2º do presente Tratado, e que faz parte integrante da OUA;
- (d) «Região», região da OUA tal como definida pela Resolução CM/Res. 464 (XXVI) do Conselho de Ministros da OUA relativa à sub-divisão da África em 5 (cinco) regiões, a saber: África do Norte, África Ocidental, África Oriental, África Central e África Austral;
- (e) «Sub-Região», conjunto formado por, pelo menos, 3 (três) Estados de uma mesma ou de diferentes regiões de acordo com a definição do parágrafo (d) do presente artigo;
- (f) «Estado Membro», o Estado Membro da Comunidade;
- (g) «Terceiro Estado» Qualquer Estado que não é Estado membro;
- (h) «Conferência», a Conferência dos Chefes de Estado e de Governo da OUA, nos termos dos artigos 7º e 8º do presente Tratado;
- (i) «Conselho», o Conselho de Ministros da OUA, nos termos dos artigos 7º e 11º do presente Tratado;
- (j) «Parlamento Panafricano», assembleia parlamentar criada nos termos dos artigos 7º e 14º do presente Tratado;
- (k) «Comissão», a Comissão Económica e Social da OUA, tal como previsto nos artigos 7º e 15º do presente Tratado;
- (l) «Comité», qualquer Comité Técnico Especializado criado nos termos dos artigos 7º e 25º do presente Tratado ou em virtude destes;
- (m) «Tribunal de Justiça», o Tribunal de Justiça da Comunidade criada nos termos dos artigos 7º e 18º do Tratado;
- (n) «Secretariado», o Secretariado Geral da OUA, tal como disposto nos artigos 7º e 21º do presente Tratado;
- (o) «Secretário-Geral», o Secretário-Geral da OUA, tal como disposto no artigo 22º do presente Tratado;

- (p) «Direitos aduaneiros», os direitos aduaneiros protectores e os impostos e taxas de efeito equivalente cobrados sobre as mercadorias em virtude da sua importação;
- (q) «Direitos e taxas de exportação», os direitos de saída e os impostos e taxas de efeito equivalente cobrados sobre as mercadorias em virtude da sua exportação;
- (r) «Direitos e impostos e taxas aduaneiros», o conjunto dos direitos, impostos e taxas tal como definidos nos parágrafos (p) e (q) do presente artigo;
- (s) «Barreiras não tarifárias», entraves às trocas comerciais constituídos por obstáculos outros que não os fiscais;
- (t) «Regime de trocas intra-comunitárias», o conjunto dos privilégios concedidos às mercadorias mencionadas no parágrafo 1º do artigo 33º do presente Tratado;
- (u) «Mercadorias em trânsito», as mercadorias transportadas entre dois Estados membros ou entre um Estado membro e um terceiro Estado e que passam através de um ou vários Estados membros;
- (v) «Acordo de troca» ou «trocas compensadas», todo o acordo nos termos do qual bens ou serviços são importados por um Estado membro e que podem ser pagos, na totalidade ou parcialmente, através da troca directa por outros bens e serviços;
- (w) «Fundo», o Fundo de Solidariedade, Desenvolvimento e Compensação da Comunidade criada nos termos do artigo 80º do presente Tratado;
- (x) «Pessoa», uma pessoa natural ou jurídica.

**CAPÍTULO II**

**Criação, princípios, objectivos,  
compromisso geral e modalidades**

Artigo 2º

**Criação da Comunidade**

Pelo presente Tratado, As Altas Partes Contratantes criam entre elas uma Comunidade Económica Africana (...)

Artigo 3º

**Princípios**

As altas partes contratantes, na prossecução dos objectivos enunciados no artigo 4º, do presente Tratado afirmam e declaram solenemente a sua adesão aos princípios fundamentais seguintes:

- (a) igualdade e inter-dependência dos Estados membros;
- (b) solidariedade e autonomia colectiva;
- (c) cooperação inter-Estados, harmonização de políticas e integração de programas;
- (d) promoção de um desenvolvimento harmonioso das actividades económicas entre os Estados membros;



- (e) respeito pelo sistema jurídico da Comunidade;
- (f) solução pacífica dos diferendos entre Estados membros, cooperação activa entre países vizinhos e promoção de um ambiente de paz como condições prévias para o desenvolvimento económico;
- (g) respeito, promoção e protecção dos direitos do homem e dos povos, em conformidade com as disposições da Carta Africana dos Direitos do Homem e dos Povos; e
- (h) responsabilidade, justiça económica e participação popular no desenvolvimento.

## Artigo 4º

**Objectivos**

1. Os objectivos da Comunidade são os seguintes:

- (a) promover o desenvolvimento económico, social e cultural, bem como a integração das economias africanas com vista a ampliar a auto-suficiência económica e favorecer um desenvolvimento endógeno e auto-sustentado;
- (b) criar, à escala continental, um quadro para o desenvolvimento, a mobilização e a utilização dos recursos humanos e materiais da África, com vista a um desenvolvimento auto-suficiente;
- (c) promover a cooperação e o desenvolvimento em todos os domínios da actividade humana com vista a elevar o nível de vida dos povos africanos, manter e reforçar a estabilidade económica, instaurar estreitas relações pacíficas entre os Estados membros e contribuir para o progresso, o desenvolvimento e a integração económica do Continente; e
- (d) coordenar e harmonizar as políticas entre as comunidades económicas existentes e futuras, com vista ao progressivo estabelecimento da Comunidade.

2. Para promover a realização dos objectivos definidos no parágrafo 1º deste artigo, e em conformidade com as disposições pertinentes do presente Tratado, a Comunidade deverá assegurar, por etapas:

- (a) o reforço das comunidades económicas regionais existentes e a criação de outras, caso elas não existam;
- (b) a conclusão de acordos com vista à harmonização e coordenação de políticas entre as comunidades económicas sub-regionais e regionais existentes e futuras;
- (c) a promoção e o reforço de programas conjuntos de investimento na produção e comercialização dos principais produtos e factores de produção no quadro de uma autonomia colectiva;
- (d) a liberalização das trocas através da eliminação, entre os Estados membros, dos direitos aduaneiros e de quaisquer outros impostos e taxas de efeito equivalente na importação e exportação de mercadorias e a abolição, entre os Estados membros, das barreiras não tarifárias, com vista à criação de uma zona de livre troca a nível de cada comunidade económica regional;

- (e) a harmonização das políticas nacionais com vista à promoção de actividades comunitárias, particularmente nos domínios da agricultura, da indústria, dos transportes e comunicações, da energia, dos recursos naturais, do comércio, da moeda e finanças, dos recursos humanos, da educação, da cultura, da ciência e da tecnologia;
- (f) a adopção de uma política comercial comum em relação a terceiros Estados;
- (g) a criação e manutenção de uma tarifa exterior comum;
- (h) a criação de um mercado comum;
- (i) a abolição progressiva, entre os Estados membros, dos obstáculos à livre circulação de pessoas, bens, serviços e capitais e aos direitos de residência e estabelecimento;
- (j) a criação de um Fundo de Solidariedade, Desenvolvimento e Compensação da Comunidade;
- (k) a concessão de tratamentos particulares e a adopção de medidas especiais a favor dos Estados membros menos avançados, encravados, insulares e semi-encravados;
- (l) a harmonização e racionalização das actividades das instituições multi-nacionais africanas existentes e a criação de novas, caso necessário, a fim de transformá-las, eventualmente, em órgãos da Comunidade;
- (m) a criação de órgãos apropriados para o comércio de produtos agrícolas e culturais, minerais e metais, produtos manufacturados e semi-acabados no seio da Comunidade;
- (n) o estabelecimento de contactos e a promoção do intercâmbio de informações entre as organizações comerciais, tais como as empresas comerciais estatais, as organizações de promoção das exportações e da comercialização, as Câmaras de comércio e as associações de homens de negócios e os centros de publicidade e de informação comercial;
- (o) a harmonização e coordenação das políticas de protecção do meio-ambiente; e;
- (p) qualquer outra actividade que vise alcançar os objectivos comunitários e que os Estados membros possam, caso necessário, definir empreender em comum.

## Artigo 5º

**Compromisso geral**

1. Os Estados membros comprometem-se a orientar os seus esforços no sentido de reunir as condições favoráveis ao desenvolvimento da Comunidade e à realização dos objectivos desta, nomeadamente através da harmonização das suas estratégias e políticas. Eles abstêm-se de tomar qualquer medida unilateral susceptível de comprometer a realização desses mesmos objectivos.

2. Cada Estado membro compromete-se a tomar todas as medidas apropriadas, em conformidade com os seus procedimentos constitucionais, a fim de assegurar a adopção e a difusão dos textos legislativos necessários à execução das disposições do presente Tratado.

3. Qualquer Estado membro que viole, de forma persistente, o seu compromisso geral para com as disposições do presente Tratado, as decisões ou os regulamentos comunitários, pode ser sancionado pela Conferência, mediante recomendação do Conselho. Tais sanções poderão incluir, nomeadamente, a suspensão dos direitos e privilégios desse Estado membro e o seu levantamento é decidido pela Conferência mediante recomendação do Conselho.

#### Artigo 6º

##### Modalidades de estabelecimento da comunidade

1. A Comunidade será progressivamente estruturada durante um período de transição de 34 (trinta e quatro) anos, no máximo, sub-dividido em 6 (seis) etapas de duração variável

2. A cada etapa corresponde um conjunto de acções específicas que devem ser realizadas de forma integrada, como a seguir:

(a) Primeira etapa:

Reforço do quadro institucional das comunidades económicas regionais existentes e criação de novas comunidades económicas regionais onde elas não existem, no prazo máximo de 5 (cinco) anos a contar da data da entrada em vigor do presente Tratado.

(b) Segunda etapa:

(i) a nível de cada comunidade económica regional, e durante um período máximo de 8 (oito) anos, estabilização das barreiras tarifárias e não tarifárias, dos direitos aduaneiros e impostos e taxas internas existentes na data de entrada em vigor deste Tratado; elaboração e adopção de estudos para a definição de um calendário para a progressiva eliminação de barreiras tarifárias e não tarifárias ao comércio regional intracomunitário, bem como para a gradual harmonização dos direitos aduaneiros em relação a terceiros Estados;

(ii) reforço da integração sectorial, aos níveis regionais e continental, em todas as áreas de actividade e particularmente nos domínios do comércio, da agricultura, da moeda e finanças, dos transportes e comunicações, da indústria e da energia;

(iii) coordenação e harmonização das actividades entre as comunidades económicas existentes e futuras.

(c) Terceira etapa:

A nível de cada comunidade económica regional, e durante um período máximo de 10 (dez) anos, criação de uma Zona de livre troca, através da aplicação do calendário para a progressiva eliminação dos obstáculos tarifários e não tarifários ao comércio intracomunitário e criação de uma União Aduaneira mediante a adopção de uma tarifa exterior comum.

(d) Quarta etapa:

Durante um período máximo de 2 (dois) anos, coordenação e harmonização dos sistemas tarifários e não tarifários entre as diferentes comunidades económicas regionais,

com vista à criação de uma União Aduaneira a nível continental, através da adopção de uma tarifa exterior comum.

(e) Quinta etapa:

Durante um período máximo de 4 (quatro) anos, estabelecimento de um Mercado Comum Africano, através:

(i) da adopção de uma política comum em determinadas áreas tais como a agricultura, os transportes e comunicações, a indústria, a energia e a investigação científica;

(ii) da harmonização das políticas monetárias, financeiras e fiscais;

(iii) da aplicação do princípio da livre circulação de pessoas, bem como dos direitos de residência e estabelecimento; e

(iv) da constituição de recursos próprios da Comunidade, nos termos do parágrafo 2º do artigo 82º deste Tratado.

(f) Sexta etapa:

Durante um período máximo de 5 (cinco) anos:

(i) consolidação e reforço do Mercado Comum Africano através da livre circulação de pessoas, bens, capitais e serviços, assim como da aplicação efectiva dos direitos de residência e estabelecimento;

(ii) integração de todos os sectores, a saber o económico, o político, o social e o cultural; criação de um mercado interno único e de uma união económica e monetária pan-africana;

(iii) finalização da estruturação de um Fundo Monetário Africano, criação de um Banco Central Africano único e de uma moeda africana única;

(iv) finalização da estruturação do Parlamento Pan-Africano e eleição dos seus membros por sufrágio universal a nível continental;

(v) finalização do processo de harmonização e de coordenação das actividades das comunidades económicas regionais;

(vi) finalização da estruturação de empresas multinacionais africanas em todos os sectores;

(vii) finalização do processo de estabelecimento da estrutura dos órgãos executivos da Comunidade.

3. Todas as medidas previstas no âmbito do presente Tratado que visam a promoção de um desenvolvimento harmonioso e equilibrado entre os Estados membros, nomeadamente elaboração de projectos e programas multinacionais, serão executadas simultaneamente com a realização dos objectivos das diferentes etapas enunciadas no parágrafo 2º deste artigo.

4. A transição de uma etapa para outra é decidida quando os objectivos específicos definidos pelo presente Tratado ou pela Conferência para essa mesma etapa forem alcançados e tiverem sido respeitados todos os compromissos. A Conferência, mediante recomendação

do Conselho, confirma que foram atingidos os objectivos fixados para uma dada etapa e aprova a passagem à etapa seguinte.

5. Não obstante o disposto no parágrafo anterior, o período de transição não poderá exceder o prazo de 40 (quarenta) anos, no máximo, contado a partir da data de entrada em vigor do presente Tratado.

### CAPÍTULO III

#### Órgãos da comunidade

##### Artigo 7º

##### Órgãos

1. São Órgãos da Comunidade:

- (a) A Conferência dos Chefes de Estado e de Governo;
- (b) O Conselho de Ministros;
- (c) O Parlamento Panafricano;
- (d) A Comissão Económica e Social;
- (e) O Tribunal de Justiça;
- (f) O Secretariado;
- (g) Os Comitês Técnicos Especializados.

2. Os Órgãos da Comunidade exercem as suas funções e actuam nos limites dos poderes que lhe são conferidos pelo presente Tratado.

##### Artigo 8º

##### Conferência dos chefes de Estado e de Governo Composição e competência

1. A Conferência é o Órgão Supremo da Comunidade.

2. A Conferência é responsável pela realização dos objectivos da Comunidade.

3. Assim, a Conferência.

- (a) define a política geral e as grandes orientações da Comunidade, dá directivas, coordena e harmoniza as políticas económicas, científicas, técnicas, culturais e sociais dos Estados membros;
- (b) toma, em conformidade com as disposições do presente Tratado, quaisquer medidas para alcançar os objectivos da Comunidade;
- (c) assegura o controle do funcionamento dos Órgãos da Comunidade bem como o acompanhamento da realização dos seus objectivos;
- (d) estabelece e adopta o seu regulamento interno;
- (e) aprova o organigrama do Secretariado;
- (f) elege o Secretário Geral e os seus adjuntos, e nomeia, sob recomendação do Conselho, o Controlador Financeiro, o Contabilista e os Auditores Externos;
- (g) adopta o estatuto e o regulamento do pessoal do Secretariado;

- (h) sob recomendação do Conselho, toma decisões e dá orientações relativas às comunidades económicas regionais com vista à realização dos objectivos da Comunidade;
- (i) aprova, mediante recomendação do Conselho, o programa de actividades e o orçamento da Comunidade e fixa, sob proposta do Conselho, a contribuição anual de cada Estado Membro;
- (j) delega no Conselho o poder de tomar decisões nos termos do artigo 10º do presente Tratado;
- (k) submete a questão ao Tribunal de Justiça, se confirmar por uma maioria absoluta de votos, que um Estado membro ou Órgão da Comunidade não respeitou alguma das suas obrigações, agiu fora dos limites da sua competência ou abusou dos poderes que lhe conferem as disposições do presente Tratado, uma decisão da Conferência ou um regulamento do Conselho;
- (l) solicita, caso necessário, ao Tribunal de Justiça pareceres consultivos sobre qualquer questão jurídica; e
- (m) exerce quaisquer outros poderes que lhe sejam conferidos por este Tratado.

4. No desempenho das suas funções, a Conferência é apoiada pelo Conselho.

##### Artigo 9º

##### Sessões

1. A Conferência reúne-se uma vez por ano em sessão ordinária. Pode ser convocada, em sessão extraordinária, por iniciativa do seu Presidente ou a pedido de um Estado membro que obtenha a aprovação de dois terços dos membros da Conferência.

2. A presidência da Conferência é assegurada anualmente por um dos Chefes de Estado e de Governo eleito pela Conferência após consultas entre os Estados membros.

##### Artigo 10º

##### Decisões

1. A Conferência exerce a sua competência legislativa através de decisões.

2. Sem prejuízo do disposto no parágrafo 5º do artigo 18º, as decisões são obrigatórias para os Estados membros, para os Órgãos da Comunidade, assim como para as comunidades económicas regionais.

3. As decisões entram automaticamente em vigor 30 (trinta) dias após a data da sua assinatura pelo Presidente da Conferência e são publicados no jornal oficial da Comunidade.

4. Salvo disposição em contrário do presente Tratado, as decisões são adoptadas por consenso ou, na falta deste, por uma maioria de dois terços dos Estados membros.

##### Artigo 11º

##### Conselho de Ministros

##### Composição, atribuições e poderes

1. O Conselho de Ministros é o Conselho de Ministros da OUA.

2. Ao Conselho compete assegurar o funcionamento e o desenvolvimento da Comunidade.

3. Para esse efeito, o Conselho:

- (a) faz recomendações à Conferência sobre qualquer acção orientada para a realização dos objectivos da Comunidade;
- (b) orienta as actividades dos outros Órgãos subordinados da Comunidade;
- (c) submete à Conferência os projectos de programas de actividades e de orçamento da Comunidade e propõe-lhe o montante da contribuição anual de cada Estado membro;
- (d) propõe à Conferência a nomeação do Controlador Financeiro, do Contabilista e dos Auditores Externos;
- (e) elabora e adopta o seu regulamento interno;
- (f) solicita, caso necessário, ao Tribunal de Justiça pareceres sobre qualquer questão jurídica;
- (g) exerce quaisquer outras atribuições que lhe forem cometidas por este Tratado e quaisquer outros poderes que lhe sejam delegados pela Conferência.

Artigo 12º

Sessões

1. O Conselho reúne-se duas vezes por ano em sessão ordinária. Uma das sessões deve preceder a sessão ordinária da Conferência. Ele pode ser convocado em sessão extraordinária por iniciativa do seu Presidente ou a pedido dum Estado membro que obtenha a aprovação de dois terços dos seus membros.

2. A presidência do Conselho é ocupado pelo Ministro de um Estado membro eleito pelo Conselho após consultas entre os seus membros.

Artigo 13º

Regulamentos

1. Os actos normativos do Conselho denominam-se regulamentos.

2. Sem prejuízo do disposto no parágrafo 5º do artigo 18º, os regulamentos têm força obrigatória para os Estados membros, para os Órgãos subordinados e para as comunidades económicas regionais, após a sua aprovação pela Conferência. Não obstante as disposições precedentes, esses regulamentos são automaticamente vinculatórios em caso de delegação de poderes pela Conferência nos termos da alínea j) do parágrafo 3º do artigo 8º do presente Tratado.

3. Os regulamentos entram em vigor 30 (trinta) dias após a data da sua assinatura pelo Presidente do Conselho e são publicados no jornal oficial da Comunidade.

4. Salvo disposição em contrário do presente Tratado, os regulamentos são adoptados por consenso ou, na falta deste, por maioria de dois terços dos Estados membros.

Artigo 14º

Parlamento Panafricano

1. Com vista a assegurar a plena participação dos povos africanos no desenvolvimento e integração económica do Continente, é criado um Parlamento Panafricano.

2. A composição, as atribuições, os poderes e a organização do Parlamento Panafricano são definidos num protocolo pertinente.

Artigo 15º

Comissão Económica e Social  
Composição e participação

1. A Comissão é a Comissão Económica e Social da OUA.

2. A Comissão é integrada pelos ministros responsáveis pelo desenvolvimento, planificação e integração económica de cada um dos Estados membros. Eles podem, se necessário, ser assistido por outros ministros.

3. Os representantes das comunidades económicas regionais participam nas reuniões da Comissão e dos seus Órgãos subsidiários. As modalidades e condições da sua participação são reguladas pelos protocolos sobre as relações da Comunidade com as organizações sub-regionais e regionais africanas e com terceiros Estados. Os representantes de outras organizações podem ser convidados a participar igualmente nos trabalhos da Comissão, na qualidade de observadores.

Artigo 16º

Atribuições

A Comissão tem por atribuições:

- (a) preparar, em conformidade com o Plano de Acção de Lagos e a Acta Final de Lagos, projectos de programas, políticas e estratégias de cooperação no domínio económico e social entre os países africanos, por um lado, e entre a África e a Comunidade Internacional, por outro lado, e fazer as pertinentes recomendações à Conferência por intermédio do Conselho;
- (b) coordenar, harmonizar e supervisionar as actividades económicas, sociais, culturais, científicas e técnicas do Secretariado, dos Comitês e de qualquer outro Órgão subsidiário e garantir o seu acompanhamento;
- (c) analisar os relatórios e recomendações dos Comitês e submetê-los, juntamente com as suas observações e recomendações, à Conferência, através do Conselho;
- (d) fazer recomendações à Conferência, através do Conselho, com vista a coordenar e harmonizar as actividades das diferentes comunidades económicas regionais;
- (e) supervisionar a preparação das negociações internacionais, avaliar os resultados destas e apresentar o respectivo relatório à Conferência, através do Conselho;
- (f) desempenhar quaisquer outras funções que lhe sejam confiadas pela Conferência ou pelo Conselho.

## Artigo 17º

**Sessões**

1. A Comissão reúne-se pelo menos uma vez por ano em sessão ordinária. Pode ser convocada em sessão extraordinária por iniciativa própria ou a pedido da Conferência ou do Conselho.

2. A sessão ordinária da Comissão realiza-se imediatamente antes da sessão ordinária do Conselho que precede a da Conferência e no mesmo local que esta.

3. A Comissão elabora e adopta o seu regulamento interno.

## Artigo 18º

**Tribunal de Justiça  
Criação e competência**

1. É criado um Tribunal de Justiça da Comunidade.

2. O Tribunal de Justiça assegura o respeito pelo Direito na interpretação e aplicação do presente Tratado e resolve os litígios que lhe são submetidos em virtude das disposições do presente Tratado.

3. Para esse efeito, o Tribunal:

- (a) decide das acções interpostas por um Estado membro ou pela Conferência com base na violação das disposições do presente Tratado, de uma decisão, de um regulamento, ou com base em falta de competência ou abuso de poder de um Órgão, de uma outra autoridade ou de um Estado membro.
- (b) dá, a pedido da Conferência ou do Conselho, pareceres consultivos sobre qualquer questão jurídica.

4. A Conferência pode, ao abrigo das disposições do presente Tratado, atribuir ao Tribunal de Justiça competência para conhecer outros litígios que não os referidos na alínea a) do parágrafo 3º deste artigo.

5. No exercício das suas funções, o Tribunal de Justiça é independente dos Estados membros e dos outros Órgãos da Comunidade.

## Artigo 19º

**Sentenças do Tribunal**

As sentenças do Tribunal de Justiça têm carácter obrigatório para os Estados membros e para os Órgãos da Comunidade.

## Artigo 20º

**Organização**

Os estatutos, a composição, o regulamento e outras questões respeitantes ao Tribunal são determinados pela Conferência num Protocolo relativo ao Tribunal de Justiça.

## Artigo 21º

**Secretariado Geral****Composição**

1. O Secretariado é o Secretariado Geral da OUA.

2. O Secretariado é dirigido por um Secretário Geral assistido pelo pessoal necessário ao bom funcionamento da Comunidade.

## Artigo 22º

**Atribuições do Secretário Geral**

1. O Secretário Geral dirige as actividades do Secretariado, de que ele é o representante jurídico.

2. Ele tem por funções:

- (a) zelar pela execução das decisões da Conferência e pela aplicação dos regulamentos do Conselho;
- (b) promover os programas de desenvolvimento e os projectos da Comunidade;
- (c) elaborar os projectos de programas de actividades e de orçamento da Comunidade e assegurar a sua execução depois de aprovados pela Conferência;
- (d) apresentar um relatório sobre as actividades da Comunidade em todas as reuniões da Conferência, do Conselho e da Comissão;
- (e) preparar as reuniões da Conferência, do Conselho, da Comissão e dos Comitês e assegurar os serviços técnicos necessários para essas reuniões;
- (f) efectuar estudos com vista a alcançar os objectivos da Comunidade e fazer propostas susceptíveis de contribuir para o funcionamento e o desenvolvimento harmonioso da Comunidade. O Secretário Geral pode, para esse efeito, pedir a qualquer Estado membro que lhe forneça todas as informações necessárias; e
- (g) recrutar o pessoal da Comunidade e nomear para todas as outras funções que não as previstas no parágrafo 3º, (f) do artigo 8º do presente Tratado.

## Artigo 23º

**Nomeações**

1. O Secretário Geral e os seus Adjuntos são eleitos pela Conferência em conformidade com as disposições pertinentes da Carta da OUA e do Regulamento Interno da Conferência.

2. O Controlador Financeiro e o Contabilista são nomeados pela Conferência para um mandato de 4 (quatro) anos, renovável uma só vez.

3. Na altura da nomeação do pessoal da Comunidade, tomar-se-ão em conta não só os critérios de alta integridade moral e de competência, mas também uma repartição equitativa de postos entre cidadãos de todos os Estados membros.

## Artigo 24º

**Relações entre o pessoal da comunidade  
e os Estados membros**

1. No cumprimento das suas funções, o Secretário Geral e os seus Adjuntos, o Controlador Financeiro, o Contabilista e o pessoal da Comunidade são responsáveis exclusivamente perante a Comunidade. Assim, não podem solicitar nem receber instruções de qualquer governo ou instância nacional ou internacional exterior à Comunidade. Devem abster-se de qualquer atitude incompatível com o seu estatuto de funcionário internacional.

2. Cada Estado membro compromete-se a respeitar o carácter internacional das funções do Secretário Geral, dos Secretários Gerais Adjunto, do Controlador Financeiro, do Contabilista e de qualquer outro funcionário da Comunidade e a não os influenciar no exercício das suas funções.

3. Todos os Estados membros comprometem-se a cooperar com o Secretariado e os outros órgãos da Comunidade e a ajudá-los no cumprimento das funções que lhes forem confiadas em virtude do presente Tratado.

Artigo 25º

**Comités técnicos especializados**  
**Criação e composição**

1. São criados os seguintes Comités:

- (a) Comité das Questões Económicas e Agrícolas;
- (b) Comité das Questões Financeiras e Monetárias;
- (c) Comité das Questões de Comércio, Alfândegas e Imigração;
- (d) Comité da Indústria, Ciência e Tecnologia, Energia, Recursos Naturais e Meio Ambiente;
- (e) Comité dos Transportes, Comunicações e Turismo;
- (f) Comité da Saúde, Trabalho e Assuntos Sociais;
- (g) Comité da Educação, Cultura e Recursos Humanos.

2. A Conferência pode, se julgar necessário, reestruturar os Comités existentes e criar novos Comités.

3. Cada Comité é integrado por um representante de cada Estado membro. Os representantes podem ser assistidos por conselheiros.

4. Cada Comité pode, se julgar necessário, criar subcomités, cuja composição define, para o apoiarem no desempenho das suas funções.

Artigo 26º

**Atribuições**

Cada Comité, no âmbito do seu domínio de competência, tem por mandato:

- (a) preparar projectos e programas comunitários e submetê-los à Comissão;
- (b) Garantir o acompanhamento e a avaliação da execução das decisões adoptadas pelos Órgãos da Comunidade nos domínios da sua competência;
- (c) assegurar a coordenação e harmonização dos projectos e programas comunitários;
- (d) apresentar relatórios e recomendações à Comissão, por sua iniciativa ou a pedido da Comissão, quanto à execução das disposições do presente Tratado; e
- (e) desempenhar quaisquer outras tarefas que lhe sejam confiadas em aplicação das disposições do presente Tratado.

Artigo 27º

**Reuniões**

Sob reserva das directrizes que podem ser dadas pela Comissão, cada Comité reúne-se sempre que fôr necessário e elabora o seu regulamento interno que submete à aprovação da Comissão.

**CAPÍTULO IV**

**Comunidades económicas regionais**

Artigo 28º

**Reforço das comunidades económicas regionais**

1. Durante a primeira etapa, os Estados membros comprometem-se a reforçar as comunidades económicas regionais existentes e a criar outras onde elas não existem, com vista ao progressivo estabelecimento da Comunidade.

2. O Estados membros comprometem-se, por outro lado, a adoptar todas as medidas necessárias com vista à progressiva dinamização de uma cooperação cada vez mais estreita entre as referidas comunidades, nomeadamente através da coordenação e harmonização das suas actividades em todos os sectores ou domínios, com vista à realização dos objectivos da Comunidade.

**CAPÍTULO V**

**União aduaneira e liberalização do comércio**

Artigo 29º

**União aduaneira**

Os Estados membros de cada comunidade económica regional acordam em estabelecer progressivamente entre eles, no decurso do período transitório previsto no artigo 6º do presente Tratado:

- (a) a eliminação, entre os Estados membros de cada comunidade económica regional, dos direitos aduaneiros, contingenciamentos, restrições ou proibições assim como dos obstáculos de ordem administrativa ao comércio e quaisquer outras barreiras não tarifárias;
- (b) a adopção pelos Estados membros de uma tarifa aduaneira exterior comum.

Artigo 30º

**Eliminação dos direitos aduaneiros entre os Estados membros das comunidades económicas regionais**

1. Durante a segunda etapa, os Estados membros de cada comunidade económica regional abstêm-se de criar entre si novos direitos aduaneiros e de aumentar aqueles que aplicam nas suas relações mútuas.

2. No decurso da terceira etapa, os Estados membros reduzem progressivamente e eliminam definitivamente entre eles, ao nível de cada comunidade económica regional, os direitos aduaneiros, segundo um programa e modalidades que serão fixados por cada uma dessas comunidades.

3. Durante cada etapa, a Conferência, mediante recomendação do Conselho, toma as medidas necessárias a fim de coordenar e harmonizar as actividades das comunidades económicas regionais relativamente à eliminação dos direitos aduaneiros entre os Estados membros.

## Artigo 31º

**Eliminação dos obstáculos não tarifários  
ao comércio intra-comunitário**

1. Ao nível de cada comunidade económica, e sob reserva das disposições do presente Tratado, cada Estado membro compromete-se, desde a entrada em vigor do presente Tratado, a flexibilizar progressivamente e a eliminar definitivamente, o mais tardar até ao fim da terceira etapa e em conformidade com o parágrafo 2º do presente artigo, os contingenciamentos, restrições ou proibições e quaisquer outras barreiras não tarifárias que se aplicam às exportações para o referido Estado membro de mercadorias originárias de outros Estados membros e, salvo o disposto ou autorizado no presente Tratado, compromete-se a abster-se seguidamente de impôr outras restrições ou proibições às referidas mercadorias.

2. Sob reserva das disposições do presente Tratado, cada comunidade económica regional adopta um programa tendente a uma diminuição progressiva e, finalmente, à eliminação, o mais tardar até o fim da terceira etapa, de todos os contingenciamentos, restrições ou proibições e quaisquer outras barreiras não tarifárias que se aplicam num Estado membro à importância de mercadorias originárias dos outros Estados membros, ficando entendido que cada comunidade económica regional pode depois decidir que todos os contingenciamentos, restrições ou proibições sejam diminuídos mais rapidamente ou mesmo eliminados mais cedo do que o previsto pelas disposições deste parágrafo.

3. As disposições especiais que regulam as restrições, proibições, contingenciamentos, «dumping», subvenções e práticas discriminatórias constam de um Protocolo relativo às Barreiras não Tarifárias.

## Artigo 32º

**Estabelecimento de uma tarifa aduaneira exterior comum**

1. No decurso da terceira etapa, os Estados membros acordam, a nível de cada comunidade económica regional, na criação progressiva de uma tarifa aduaneira exterior comum aplicável às mercadorias importadas nos Estados membros e originárias de terceiros Estados.

2. Durante a quarta etapa, as comunidades económicas regionais suprimem, em conformidade com um programa por elas estabelecido, as diferenças que existem entre as suas tarifas aduaneiras exteriores respectivas.

3. Durante esta quarta etapa, o Conselho propõe Conferência à adopção, ao nível da Comunidade, de uma nomenclatura aduaneira e estatística comum a todos os Estados membros.

## Artigo 33º

**Regime de troca intra-comunitárias**

1. No fim da terceira etapa, nenhum Estado membro, a nível de cada comunidade económica regional, cobrará direitos aduaneiros sobre as mercadorias originárias de um Estado membro e importadas por um outro Estado membro. Esta mesma disposição será aplicada às mercadorias provenientes de terceiros Estados e que, estando em regime de livre circulação, são importadas de um Estado membro para outro.

2. A definição do conceito de produtos originários dos Estados membros e as normas que regulam as mercadorias provenientes de terceiros Estados e que se encontram em regime de livre circulação constam de um Protocolo relativo às Regras de Origem.

3. São consideradas mercadorias em regime de livre circulação num Estado membro as mercadorias provenientes de terceiros Estados, em relação às quais (i) foram cumpridas as formalidades de importação e (ii) foram cobrados direitos aduaneiros nesse Estado membro e (iii) que não beneficiam de uma isenção parcial ou total desses direitos.

4. Os Estados membros comprometem-se a não adoptar textos legislativos que impliquem uma discriminação directa ou indirecta em relação a produtos idênticos ou similares originários de outros Estados membros.

## Artigo 34º

**Tributação interna**

1. Durante a terceira etapa, os Estados membros comprometem-se a não aplicar, directa ou indirectamente, às mercadorias originárias dos Estados membros e importadas em qualquer Estado membro uma tributação interna superior à que incide sobre produtos nacionais similares.

2. Os Estados membros, ao nível de cada comunidade económica regional, eliminam progressivamente quaisquer tributações internas destinadas à protecção dos produtos nacionais. No caso de, em virtude de obrigações decorrentes de um acordo anterior concluído por um Estado membro, este se encontrar na impossibilidade de se conformar com as disposições do presente artigo, o referido Estado membro notifica esse facto ao Conselho e compromete-se a não prorrogar nem renovar tal acordo aquando da expiração do mesmo.

## Artigo 35º

**Excepções e cláusulas de salvaguarda**

1. Não obstante as disposições dos artigos 30º e 31º do presente Tratado, qualquer Estado membro, depois de ter notificado a sua intenção ao Secretariado, que desse facto informa os Estados membros, pode impôr ou continuar a impôr restrições ou proibições respeitantes:

- (a) à aplicação de leis e regulamentos de segurança;
- (b) à regulamentação relativa a armas, munições e outros materiais e equipamentos militares;
- (c) à protecção da saúde ou da vida de homens, animais e plantas ou à protecção da moral pública;
- (d) à exportação de metais estratégicos e de pedras preciosas;
- (e) à protecções dos tesouros nacionais com valor artístico ou arqueológico, e à protecção da propriedade industrial, comercial e intelectual;
- (f) à regulamentação relativa a lixos perigosos, materiais nucleares, produtos radioactivos ou qualquer outro material utilizado na produção ou exploração da energia nuclear;

- (g) à protecção das indústrias nascentes;
- (g) à regulamentação de produtos estratégicos; e
- (i) às mercadorias importadas de terceiros Estados em relação às quais um Estado membro aplica uma proibição total relativamente ao país de origem.

2. As proibições ou restrições contempladas no parágrafo 1º deste artigo não devem, em caso nenhum, constituir um meio de discriminação arbitrária ou uma restrição dissimulada ao comércio entre Estados membros.

3. Quando um Estado membro enfrentar dificuldades de balança de pagamentos devidos à aplicação das disposições do presente Capítulo, ele pode ser autorizado pelos Órgãos competentes da Comunidade, sob condição de que ele tenha tomado todas as medidas úteis razoáveis para ultrapassar essas dificuldades, a impôr restrições quantitativas ou equivalentes ou proibições sobre as mercadorias originárias dos outros Estados membros, mas exclusivamente a fim de ultrapassar as ditas dificuldades e durante um dado período que será também determinado pelos Órgãos competentes da Comunidade.

4. A fim de proteger uma indústria nascente ou estratégica, um Estado membro pode ser autorizado pelos Órgãos competentes da Comunidade, sob reserva de que tenha tomado todas as disposições razoáveis e pertinentes para a protecção dessa indústria, a impôr restrições quantitativas ou equivalentes ou proibições relativamente a mercadorias similares originárias dos outros Estados membros, com o único objectivo de proteger esta indústria, durante um dado período que será igualmente determinado pela Comunidade.

5. Quando as importações de um determinado produto por um Estado membro em proveniência de um outro Estado membro aumentarem de tal forma que causem ou ameacem causar um prejuízo grave à economia do Estado importador, este pode ser autorizado pelos Órgãos competentes da Comunidade a aplicar medidas de salvaguarda durante um dado período.

6. O Conselho acompanha permanentemente a aplicação das restrições quantitativas ou equivalentes e das proibições impostas ao abrigo dos parágrafos 1º, 3º e 4º deste artigo, e adopta as medidas que se impuserem. Ele apresenta anualmente um relatório à Conferência sobre estas questões.

Artigo 36º

#### «Dumping»

1. Os Estados membros comprometem-se a proibir a prática do «dumping» no seio da Comunidade.

2. Para os fins de aplicação do presente artigo, «dumping» significa a transferência de bens originários de um Estado membro para outro a fim de serem vendidos neste último:

- (a) a um preço inferior ao praticado para mercadorias similares no Estado membro donde provêm essas mercadorias, tendo-se devidamente em conta as diferenças de condições de venda, tributação, despesas de transporte ou quaisquer outros factores que influenciam a comparação dos preços; e
- (b) em condições susceptíveis de pôr em causa a produção de mercadorias similares nesse Estado membro.

Artigo 37º

#### Tratamento da nação mais favorecida

1. Os Estados membros, no que se refere ao comércio intra-comunitário, acordam-se entre si o tratamento da nação mais favorecida. Em caso nenhum, poderão as concessões tarifárias consentidas a terceiros Estados, nos termos de um acordo concluído com um Estado membro, ser mais favoráveis do que as aplicadas em virtude do presente Tratado.

2. O texto dos acordos mencionados no parágrafo 1º deste artigo é comunicado pelos Estados membros que são deles signatários a todos os demais Estados membros, para informação, por intermédio do Secretário Geral.

3. Nenhum acordo concluído entre um Estado membro e um terceiro Estado nos termos do qual sejam feitas concessões tarifárias pode ser incompatível com as obrigações decorrentes do presente Tratado.

Artigo 38º

#### Reexportação de mercadorias e facilidades de trânsito intra-comunitário

1. Durante a terceira etapa, os Estados membros comprometem-se a facilitar a reexportação das mercadorias entre si, em conformidade com as disposições do Protocolo relativo à Reexportação das Mercadorias.

2. Os Estados membros atribuem-se mutuamente a liberdade de trânsito no seu território de mercadorias destinadas a ou provenientes de um outro Estado membro, nos termos das disposições do Protocolo relativo ao Trânsito e Facilidades de Trânsito e dos acordos inter-comunitários a serem concluídos.

Artigo 39º

#### Cooperação e administração aduaneiras

Os Estados membros, em conformidade com as disposições do Protocolo relativo à Cooperação Aduaneira, adoptam todas as medidas necessárias para harmonizar e padronizar os seus regulamentos e as suas formalidades aduaneiras, por forma a permitir a efectiva aplicação das disposições do presente capítulo e a facilitar a movimentação de bens e serviços através das suas fronteiras.

Artigo 40º

#### Formalidades e documentos comerciais

Com vista a facilitar o comércio de bens e serviços no interior da Comunidade, os Estados membros acordam em simplificar e harmonizar as suas formalidades e os seus documentos comerciais, de conformidade com o Protocolo relativo à Simplificação e Harmonização das Formalidades e Documentos Comerciais.

Artigo 41º

#### Desvio do tráfego comercial resultante de acordos de troca directa ou trocas compensadas

1. Se, como consequência de um acordo de troca directa ou de trocas compensadas respeitante a uma determinada categoria de bens, concluído entre, por um lado, um Estado membro ou uma pessoa desse Estado e, por outro, um terceiro Estado ou uma pessoa deste último Estado, se produzir um importante desvio de tráfego comercial em benefício de bens importados no âmbito desse acordo e em prejuízo de bens da referida categoria importados de um Estado membro onde eles são fabricados, o Estado membro importador desses bens adopta medidas eficazes para corrigir esse desvio.



2. A fim de determinar se se produziu um desvio de tráfego comercial numa determinada categoria de bens, nos termos do presente artigo, ter-se-ão em conta todas as estatísticas comerciais pertinentes e outros dados disponíveis respeitantes a essa categoria de bens em relação ao período de 6 (seis) meses que precede uma queixa de um Estado membro afectado devido a um desvio de tráfego comercial, bem como a média de comparação de dois períodos de seis meses dentro dos 24 (vinte e quatro) meses que precederam a primeira importação de bens a coberto do acordo de troca directa ou de trocas compensadas.

3. O Secretário Geral submete a questão ao Conselho que a analisa e remete à Conferência para decisão.

#### Artigo 42º

##### Promoção das trocas comerciais

1. Para a realização dos objectivos da Comunidade enunciados na alínea *m*) do parágrafo 2º do artigo 4º do presente Tratado, os Estados membros acordam em promover as actividades a seguir indicadas nos domínios mencionados:

##### (a) Trocas intra-comunitárias:

(i) promover a utilização das matérias primas, bens intermediários, factores de produção, bem como de produtos acabados provenientes da Comunidade;

(ii) adoptar a «Feira Comercial Pan-Africana da OUA» como instrumento da Comunidade para a promoção das trocas comerciais;

(iii) participar nas feiras periodicamente organizadas sob os auspícios da Feira Comercial Pan-Africana da OUA, nas feiras comerciais sectoriais, nas feiras comerciais regionais, bem como nas demais actividades que visem promover as trocas comerciais no seio da Comunidade;

(iv) criar uma rede intra-comunitária de informações comerciais que ligue os sistemas computadorizados de informações comerciais das comunidades económicas regionais actuais e futuras com os dos Estados membros da Comunidade; e

(v) com apoio do Secretariado, estudar as tendências da oferta e da procura nos Estados membros e difundir os resultados desses estudos no seio da Comunidade.

##### (b) Troca Sul/Sul:

(i) promover a diversificação dos mercados africanos e a comercialização dos produtos da Comunidade;

(ii) participar nas feiras comerciais extra-comunitárias, em particular no quadro da co-opeação Sul/Sul;

(iii) participar nas reuniões extra-comunitárias de negociação comercial e de investimentos.

##### (c) Troca Norte/Sul:

(i) promover melhores termos de troca para os produtos de base africanos e melhorar o acesso dos produtos da Comunidade aos mercados; e

(ii) participar, como grupo, nas negociações organizadas no quadro do GATT, da CNUCED e de qualquer outra instância internacional de negociação comercial.

2. As modalidades de organização das actividades de promoção comercial da Comunidade e do seu sistema de informação comercial são reguladas por um Protocolo relativo à Promoção Comercial.

#### CAPÍTULO VI

##### Livre circulação de pessoas, direitos de residência e de estabelecimento

#### Artigo 43º

##### Disposições gerais

1. Os Estados membros comprometem-se a tomar, individual, bilateral ou regionalmente, as medidas necessárias para a realização progressiva da livre circulação de pessoas e a garantia do exercício dos direitos de residência e de estabelecimento dos seus cidadãos no interior da Comunidade.

2. Eles acordam em concluir, para este efeito, um Protocolo relativo à Livre Circulação de Pessoas, Direitos de Residência e de Estabelecimento.

#### CAPÍTULO VII

##### Moeda, finanças e pagamentos

#### Artigo 44º

##### Políticas nos domínios da moeda, finanças e pagamentos

1. Em conformidade com as disposições dos protocolos pertinentes, os Estados membros acordam em harmonizar, segundo um calendário a determinar pela Conferência, as suas políticas nos domínios monetário, financeiro e de pagamentos com vista a favorecer o comércio intra-comunitário de bens e serviços, a promover a realização dos objectivos da Comunidade e a reforçar a cooperação monetária e financeira entre eles.

2. Para esse fim, os Estados membros comprometem-se a:

(a) utilizar as suas moedas nacionais para pagamento das transacções comerciais e financeiras entre eles, como vista a reduzir o recurso a divisas nas referidas transacções;

(b) criar os mecanismos adequados para a constituição de sistemas multilaterais de pagamentos;

(c) proceder a consultas mútuas periódicas sobre questões monetárias e financeiras;

(d) favorecer o estabelecimento de um mercado financeiro aos níveis nacional, sub-regional e regional através da criação coordenada de bolsas de valores mobiliários e da harmonização dos textos jurídicos que regulam as bolsas existentes com vista a reforçar a sua eficiência;

(e) cooperar de forma eficaz nos domínios dos seguros e dos bancos;

(f) promover a liberalização em matéria de pagamentos e a eliminação de eventuais restrições de pagamentos entre eles neste domínio e facilitar a integração de todos os mecanis-

mos de compensação e de pagamentos existentes entre as diversas regiões numa união africana de compensação e pagamentos; e

- (g) Criar uma união monetária africana, através da harmonização das zonas monetárias regionais.

#### Artigo 45º

##### Circulação de capitais

1. Os Estados membros asseguram a livre circulação de capitais no interior da Comunidade, através da eliminação das restrições à transferência de capitais entre os mesmos, de acordo com um calendário a ser fixado pelo Conselho.

2. Os capitais referidos no parágrafo 1º deste artigo são os pertencentes quer aos Estados membros quer as pessoas que são nacionais desses Estado.

3. A Conferência, tendo em consideração os objectivos de desenvolvimento contidos nos planos de desenvolvimento nacionais, regionais e continentais, determina, sob recomendação da Comissão que mereça aprovação do Conselho, as condições de circulação, no seio da Comunidade, de capitais outros que não os referidos no parágrafo 2º deste artigo.

4. Para regulamentar a circulação de capitais entre os Estados membros e terceiros Estados, a Conferência, mediante recomendação da Comissão e após aprovação do Conselho, toma medidas tendentes à coordenação progressiva das políticas nacionais e regionais em matéria de controle cambial.

### CAPÍTULO VIII

#### Alimentação e agricultura

##### Artigo 46º

##### Desenvolvimento agrícola e produção alimentar

1. Os Estados membros acordam em cooperar nos domínios do desenvolvimento da agricultura, da silvicultura, da pecuária e da pesca. A cooperação nesses domínios visa os seguintes objectivos:

- (a) a segurança alimentar;
- (b) o aumento da produção e da produtividade da agricultura, da pecuária, da pesca e das florestas, assim como a melhoria das condições de trabalho e a criação de oportunidades de emprego nas zonas rurais;
- (c) valorização da produção agrícola pela transformação local de produtos de origem vegetal e animal;
- (d) defesa dos preços dos produtos de exportação no mercado internacional, através da criação de uma Bolsa Africana de Produtos de Base.

2. Para esse fim, e com vista a promover a integração das estruturas de produção, os Estados membros comprometem-se a cooperar nos seguintes domínios:

- (a) produção de factores de produção agrícola: adubos, pesticidas, sementes seleccionadas, máquinas e equipamentos agrícolas, e produtos veterinários;
- (b) valorização das bacias fluviais e lacustres;
- (c) desenvolvimento e protecção dos recursos marinhos e haliêuticos;

- (d) protecção das espécies vegetais e animais;
- (e) harmonização das estratégias e das políticas de desenvolvimento agrícola aos níveis regionais e comunitário, particularmente no que se refere à produção e comercialização dos produtos agrícolas principais e dos factores de produção; e
- (f) harmonização das políticas de segurança alimentar com vista a garantir:
  - (i) a redução das perdas na produção alimentar;
  - (ii) o reforço das instituições existentes em matéria de gestão das calamidades naturais e de luta contra as pragas e as doenças agrícolas;
  - (iii) conclusão de acordos em matéria de segurança alimentar a níveis regional e continental;
  - (iv) fornecimento de assistência alimentar a fim de ajudar os Estados membros em caso de grave penúria alimentar;
  - (v) protecção dos mercados regionais e continentais essencialmente em benefício dos produtos agrícolas africanos.

##### Artigo 47º

##### Protocolo relativo a alimentação e à agricultura

Para a realização do previsto neste capítulo, os Estados membros acordam em cooperar nos termos do Protocolo relativo à Alimentação e à Agricultura.

### CAPÍTULO IX

#### Indústria, ciência, tecnologia, energia, recursos naturais e meio ambiente

##### Artigo 48º

##### Indústria

1. Com vista à promoção do seu desenvolvimento industrial e à integração das suas economias, os Estados membros acordam em harmonizar as suas políticas de industrialização no interior da Comunidade.

2. Para o efeito, eles comprometem-se a:

- (a) reforçar a base industrial da Comunidade a fim de modernizar os sectores prioritários e promover um desenvolvimento autónomo e auto-suficiente;
- (b) promover projectos industriais conjuntos aos níveis regional e comunitário bem como a criação de empresas multinacionais africanas nos sub-sectoros industriais prioritários que são susceptíveis de contribuir para o desenvolvimento da agricultura, dos transportes e comunicações, dos recursos naturais e da energia.

##### Artigo 49º

##### Desenvolvimento industrial

A fim de criar uma base sólida para a industrialização e de promover a autonomia colectiva, os Estados membros comprometem-se a:

- (a) assegurar o desenvolvimento das seguintes indústrias de base que são essenciais para a autonomia colectiva e a modernização dos sectores económicos prioritários:
- (i) indústrias alimentares e agro-indústrias;
  - (ii) indústrias de construção civil e de materiais de construção;
  - (iii) indústrias metalúrgicas;
  - (iv) indústrias mecânicas;
  - (v) indústrias eléctricas e electrónicas;
  - (vi) indústrias químicas e petroquímicas;
  - (vii) indústrias florestais;
  - (viii) indústrias energéticas;
  - (ix) indústrias têxteis e de curtumes;
  - (x) indústrias de transportes e comunicações;
  - (xi) indústrias bio-tecnológicas.
- (b) garantir o desenvolvimento de pequenas indústrias com vista à criação de oportunidades de emprego nos Estados membros;
- (c) promover indústrias intermédias que têm relações importantes com a economia com vista a aumentar a componente local do rendimento industrial no seio da Comunidade;
- (d) elaborar planos directores aos níveis regional e comunitário para a criação de indústrias multinacionais africanas, especialmente daquelas cujo custo de realização e volume de produção ultrapassam as capacidades isoladas de financiamento e absorção nacionais;
- (e) reforçar e criar, onde elas não existirem, instituições especializadas no financiamento de projectos industriais multinacionais africanos;
- (f) facilitar a criação de empresas multinacionais africanas e encorajar e apoiar financeira e tecnicamente os empresários africanos;
- (g) estimular o comércio e o consumo dos produtos industriais estratégicos manufacturados nos Estados membros;
- (h) promover a cooperação técnica e as trocas de experiência no domínio da tecnologia industrial e empreender programas de formação técnica nos Estados membros;
- (i) reforçar as instituições multinacionais existentes, nomeadamente o Centro Regional Africano de Tecnologia, o Centro Regional Africano de Concepção e Fabricação Industriais e o Fundo Africano de Desenvolvimento Industrial;
- (j) estabelecer uma base de dados e de informações estatísticas ao serviço do desenvolvimento industrial aos níveis regional e continental;

- (k) promover a cooperação Sul-Sul e Norte-Sul para a realização dos objectivos de industrialização em África;
- (l) promover uma especialização industrial, tendo em consideração a disponibilidade de recursos aos níveis nacional e regional, com vista a aumentar a complementariedade entre as economias africanas e alargar a base do comércio intra-comunitário; e
- (m) adoptar padrões comuns e sistemas de controle de qualidade adequados que são de capital importância para a cooperação e a integração industriais.

Artigo 50º

#### Protocolo relativo à indústria

Para a realização dos objectivos consignados nos artigos 48º e 49º do presente Tratado, os Estados membros acordam em cooperar em conformidade com o Protocolo relativo à indústria.

Artigo 51º

#### Ciência e tecnologia

1. Os Estados membros acordam em:

- (a) reforçar as capacidades científicas e tecnológicas susceptíveis de realizar a transformação sócio-económica necessária para a melhoria da qualidade de vida das suas populações, particularmente as das zonas rurais;
- (b) assegurar uma aplicação apropriada da ciência e da tecnologia no desenvolvimento da agricultura, dos transportes e comunicações, da indústria, da saúde e higiene, da energia, da educação e dos recursos humanos, assim como da preservação do meio ambiente;
- (c) reduzir a sua dependência e promover a sua autonomia individual e colectiva no domínio da tecnologia;
- (d) cooperar em matéria de desenvolvimento, aquisição e divulgação de tecnologias apropriadas;
- (e) reforçar as instituições de investigação científica já existentes e criar novas instituições em áreas onde elas não existirem.

2. No âmbito da cooperação neste domínio, os Estados membros comprometem-se a:

- (a) harmonizar, a nível comunitário, as suas políticas nacionais relativas à investigação científica e tecnológica, e integrá-las nos seus planos nacionais de desenvolvimento económico e social;
- (b) coordenar os seus programas nos domínios da investigação aplicada, da investigação para o desenvolvimento e dos serviços científicos e tecnológicos;
- (c) harmonizar, por um lado, os seus planos nacionais de desenvolvimento tecnológico, dando especial relevo às tecnologias locais e, por outro, a sua legislação em matéria de propriedade intelectual e de transferência de tecnologia;

- (d) coordenar suas posições sobre as questões científicas e técnicas que são matéria de negociações internacionais;
- (e) proceder ao intercâmbio de informações e documentação e à criação de redes e bancos de dados comunitários;
- (f) elaborar programas conjuntos de formação de quadros científicos e técnicos, incluindo a formação e o aperfeiçoamento de mão-de-obra qualificada;
- (g) promover o intercâmbio de investigadores e especialistas entre os Estados membros, com vista à plena utilização das competências técnicas disponíveis na Comunidade; e
- (h) rever os sistemas de educação, com vista a uma melhor adaptação dos programas de ensino e de formação científica e técnica às necessidades de desenvolvimento específicas do ambiente africano.

Artigo 52º

#### Investigação científica e desenvolvimento tecnológico

Os Estados membros comprometem-se a tomar todas as disposições necessárias para elaborar e implementar programas conjuntos de investigação científica e desenvolvimento tecnológico.

Artigo 53º

#### Protocolo relativo à ciência e à tecnologia

Para os fins dos artigos 51º e 52º deste Tratado, os Estados membros acordam em cooperar em conformidade com o Protocolo relativo à Ciência e à Tecnologia.

Artigo 54º

#### Energia e recursos naturais

1. Os Estados membros acordam em coordenar e harmonizar as suas políticas e programas nos domínios da energia e dos recursos naturais.

2. Para esse efeito, eles comprometem-se a:

- (a) assegurar a efectiva valorização dos recursos naturais e energéticos do Continente;
- (b) criar mecanismos de cooperação apropriados, com vista a garantir o seu abastecimento regular em hidrocarbonetos;
- (c) promover o desenvolvimento das energias novas e renováveis no quadro da política de diversificação das fontes de energia;
- (d) harmonizar os seus planos nacionais de desenvolvimento energético;
- (e) formular uma política energética comum, particularmente em matéria de investigação, exploração, produção e distribuição;
- (f) criar um mecanismo adequado de concertação e de coordenação que permita resolver em comum os problemas que se colocam ao desenvolvimento energético no seio da Comunidade, particularmente aqueles que se referem ao transporte de energia, à insuficiência de quadros e de técnicos qualificados e à penúria de meios financeiros para a realização dos seus projectos energéticos;

- (g) promover a formação contínua de mão-de-obra qualificada.

Artigo 55º

#### Energia

1. Os Estados membros acordam em desenvolver a sua cooperação nos seguintes domínios:

- (a) recursos minerais e hídricos;
- (b) energia nuclear;
- (c) energias novas e renováveis.

2. Decidem por outro lado, proceder:

- (a) a uma avaliação e conhecimento aprofundados das suas potencialidades em recursos naturais;
- (b) à redução progressiva da sua dependência em relação às sociedades transnacionais para a valorização desses recursos, nomeadamente através do perfeito domínio das técnicas de exploração;
- (c) ao melhoramento dos métodos de fixação dos preços e de comercialização das matérias primas.

Artigo 56º

#### Recursos naturais

A fim de promoverem a cooperação no domínio dos recursos naturais e energéticos, os Estados membros comprometem-se a:

- (a) trocar informações relativamente à prospecção, à cartografia, à produção e transformação de recursos minerais, por um lado, e à prospecção, exploração e utilização dos recursos hídricos, por outro;
- (b) coordenar os seus programas de desenvolvimento e de utilização dos recursos minerais e hídricos;
- (c) dinamizar as relações inter-industriais verticais e horizontais que podem ser criadas entre os Estados membros aquando da valorização desses recursos;
- (d) coordenar as suas posições em todas as negociações internacionais respeitantes às matérias primas;
- (e) desenvolver um sistema de transferência de técnicas e de intercâmbio de dados científicos, técnicos e económicos entre os Estados membros em matéria de teledetecção;
- (f) elaborar e implementar programas conjuntos de formação e aperfeiçoamento de quadros, com vista à valorização dos recursos humanos e das capacidades tecnológicas locais apropriadas necessárias para a prospecção, exploração e transformação dos recursos minerais e hídricos.

Artigo 57º

#### Protocolo relativo à energia e aos recursos naturais

Para os fins previstos nos artigos 54º, 55º e 56º, do presente Tratado, os Estados membros comprometem-se a cooperar nos termos de Protocolo relativo à Energia e aos Recursos Naturais.

## Artigo 58º

**Meio ambiente**

1. Os Estados membros comprometem-se a promover um meio ambiente são. Para esse efeito, adoptam políticas, estratégias e programas aos níveis nacional, regional e continental, e criam instituições apropriadas para a protecção e o saneamento do meio ambiente.

2. Para a realização dos objectivos do parágrafo 1º do presente artigo, os Estados membros adoptam as medidas necessárias para acelerar o processo de reformas e de inovações que conduzam a políticas e programas de desenvolvimento que sejam ecológicamente racionais, economicamente duradouras e socialmente aceitáveis.

## Artigo 59º

**Luta contra os lixos perigosos**

Os Estados membros comprometem-se, individual e colectivamente, a adoptar todas as disposições necessárias para interditar a importação e o despejo de lixos perigosos nos seus respectivos territórios. Eles comprometem-se, por outro lado, a cooperar em matéria de movimentação trans-fronteiras e de gestão e tratamento desses lixos produzidos em África.

## Artigo 60º

**Protocolo relativo ao meio ambiente**

Para a prossecução dos fins consignados nos artigos 58º e 59º deste Tratado, os Estados membros comprometem-se a cooperar nos termos do Protocolo relativo ao Meio Ambiente.

## CAPÍTULO X

**Transportes, Comunicações e Turismo**

## Artigo 61º

**Transportes e Comunicações**

A fim de realizar um desenvolvimento harmonioso e integrado da rede continental de transportes e comunicações, os Estados membros acordam em:

- (a) promover a integração das infra-estruturas nos domínios de transportes e comunicações;
- (b) coordenar os vários modos de transporte com vista a aumentar a sua eficácia;
- (c) harmonizar progressivamente as suas legislações e regulamentações no domínio dos transportes e comunicações;
- (d) encorajar a utilização dos recursos materiais e humanos locais, a padronização das redes e do equipamento, a investigação e divulgação de técnicas de construção de infra-estruturas, de equipamentos e de materiais adaptados;
- (e) ampliar e modernizar as infra-estruturas de transportes e comunicações e assegurar a sua manutenção, mobilizando os recursos técnicos e financeiros necessários;
- (f) promover a criação de indústrias regionais para a produção de equipamento de transportes e comunicações; e
- (g) organizar, estruturar e promover, a níveis regional e comunitário, os serviços de transportes de passageiros e mercadorias.

2. Para esse fim, os Estados membros comprometem-se a:

- (a) elaborar programas coordenados para estruturar o sector dos transportes rodoviários com vista ao estabelecimento de ligações inter-Estados e à realização de grandes eixos trans-continentais;
- (b) elaborar planos destinados a melhorar, reorganizar e padronizar as diversas redes ferroviárias dos Estados membros com vista à sua inter-conexão, e construir novas vias férreas no quadro de uma rede pan-africana;
- (c) harmonizar:
  - (i) as suas políticas no domínio dos transportes marítimos bem como as relativas aos transportes lacustres e fluviais entre Estados;
  - (ii) as suas políticas no domínio do transporte aéreo;
  - (iii) os seus programas em matéria de formação e aperfeiçoamento de quadros especializados nos domínios dos transportes e das comunicações;
- (d) modernizar e padronizar os seus equipamentos de transportes e comunicações a fim de que todos os Estados membros sejam ligados entre si com o exterior;
- (e) promover uma melhor integração dos transportes aéreos em África e coordenar os horários de vôo; e
- (f) coordenar e harmonizar, a níveis regional e comunitário, as políticas de transportes com vista a eliminar as barreiras não físicas ao transporte de bens, de serviços e de pessoas.

## Artigo 62º

**Empresas comunitárias no domínio dos transportes**

1. Os Estados membros comprometem-se a encorajar a criação de empresas comunitárias e multi-nacionais africanas nos domínios dos transportes marítimo, ferroviário, rodoviário, aéreo e através de cursos de água interiores.

2. A noção e o estatuto jurídico de empresa comunitária e multinacional africana são definidos no protocolo pertinente.

## Artigo 63º

**Correios e Telecomunicações**

1. No domínio dos Correios, os Estados membros comprometem-se a:

- (a) estabelecer uma rede postal pan-africana;
- (b) adoptar uma política de racionalização e maximização do transporte da correspondência;
- (c) zelar para que os correios tenham um estatuto jurídico e um sistema de gestão eficaz bem como recursos adequados para garantir serviços postais viáveis, capazes de satisfazer as necessidades dos utentes; e
- (d) criar serviços comerciais competitivos.

2. No domínio das telecomunicações, os Estados membros comprometem-se a:

- (a) desenvolver, modernizar, coordenar e padronizar as redes nacionais de telecomunicações, com vista a permitir uma inter-conexão segura entre os Estados membros;
- (b) instalar uma rede panafricana de telecomunicações e assegurar a sua utilização e manutenção; e
- (c) construir um sistema pan-africano de comunicações via satélite com vista a melhorar telecomunicações, nomeadamente no meio rural.

3. Os Estados membros comprometem-se ainda a assegurar, no seio da Comunidade, serviços postais e de telecomunicações eficientes e regulares e a desenvolver uma colaboração estrita entre as administrações dos correios e das telecomunicações.

4. A fim de atingir os objectivos referidos neste artigo, os Estados membros comprometem-se a encorajar igualmente a criação de sociedades privadas de serviços postais e de telecomunicações.

#### Artigo 64º

##### Radiofusão e Televisão

1. Os Estados membros acordam em:

- (a) coordenar os seus esforços e utilizar conjuntamente os seus recursos para promoverem o intercâmbio de programas de rádio e televisão, a níveis bilateral, regional e continental;
- (b) encorajar o estabelecimento de centros de intercâmbio de programas aos níveis regional e continental. Para esse efeito, os Estados membros adoptarão as medidas necessárias para reforçar as actividades e operações dos centros de intercâmbio de programas existentes;
- (c) utilizar os seus sistemas de radiodifusão e televisão para promover uma cooperação estrita e uma melhor compreensão entre os seus povos, e, em particular, contribuir para a realização dos objectivos da Comunidade.

2. Os Estados membros comprometem-se também a recolher, divulgar e fazer o intercâmbio de informação meteorológica a nível continental, particularmente no tocante à criação de sistemas de alerta rápido para a prevenção de calamidades naturais e a garantia da segurança da navegação aérea, interior e costeira.

#### Artigo 65º

##### Turismo

1. Com vista a garantir um desenvolvimento harmonioso e rentável do turismo em África, os Estados membros comprometem-se a:

- (a) reforçar a cooperação inter-africana em matéria de turismo, através, nomeadamente:
  - (i) da promoção do turismo intra-africano;

- (ii) da harmonização e coordenação das políticas, planos e programas de desenvolvimento turístico;

- (iii) da promoção conjunta de produtos turísticos representativos dos valores sócio-culturais e naturais africanos;

- (b) promover a criação de empresas turísticas eficazes, adaptadas às necessidades das populações africanas e atractivas para os turistas estrangeiros, através:
  - (i) da adopção de medidas de incitamento aos investimentos, com vista à criação de empresas turísticas africanas competetivas;
  - (ii) da adopção de medidas destinadas à promoção e à valorização dos recursos humanos ao serviço do turismo em África;
  - (iii) do reforço ou, caso necessário, da criação de instituições de formação turística de alto nível.

3. Os Estados membros comprometem-se também a adoptar todas as medidas necessárias ao desenvolvimento de um turismo africano que leve devidamente em conta o ambiente humano e natural assim como o bem estar das populações africanas e que contribua efectivamente para o desenvolvimento e a integração política e sócio-económica do Continente.

#### Artigo 66º

##### Protocolo relativo aos Transportes, às Comunicações e ao Turismo

Para os fins previstos no presente capítulo, os Estados membros acordam em cooperar nos termos do Protocolo relativo aos Transportes, às Comunicações e ao Turismo.

#### CAPÍTULO XI

##### Padronização e sistemas de medição

#### Artigo 67º

##### Política comum em matéria de padronização e sistemas de medição

1. Os Estados membros acordam em:

- (a) adoptar uma política comum em matéria de padronização e garantia de qualidade dos bens e serviços entre os Estados membros;
- (b) empreender quaisquer outras actividades conexas em matéria de padronização e adoptar sistemas de medição susceptíveis de promoverem o comércio, o desenvolvimento e a integração económicos no seio da Comunidade;
- (c) reforçar as organizações nacionais, regionais e continentais africanas que actuam neste domínio.

2. Nos termos das disposições do presente Capítulo, os Estados membros acordam em cooperar em conformidade com as disposições do Protocolo relativo à Padronização, Garantia de Qualidade e Sistema de Medição.

## CAPÍTULO XII

**Educação, formação e cultural**

Artigo 68º

**Educação e formação**

1. Os Estados membros acordam em reforçar a sua cooperação em matéria de educação e formação e em coordenar e harmonizar as suas políticas neste domínio, com vista à formação de pessoas capazes de promoverem as mudanças necessárias para o progresso social e o desenvolvimento do Continente.

2. Para os fins previstos no parágrafo 1º do presente artigo, os Estados membros comprometem-se a:

- (a) melhorar a eficácia dos sistemas educativos existentes pela promoção da formação de formadores e pela utilização de métodos e materiais apropriados;
- (b) cooperar com vista a reforçar as instituições de formação existentes a nível regional e comunitário e criar novas, caso necessário, de preferência através do reforço das instituições nacionais e regionais apropriadas existentes;
- (c) elaborar, coordenar e harmonizar programas comuns de formação por forma a melhor adaptá-los às necessidades do desenvolvimento e assim garantir progressivamente uma auto-suficiência em pessoal qualificado;
- (d) promover o intercâmbio sistemático de experiências e de informações em matéria de política e planeamento da educação;
- (e) tomar as medidas apropriadas a fim de travar a fuga de cérebros para fora da Comunidade e encorajar o regresso aos seus países de origem dos quadros superiores e da mão-de-obra qualificada.

Artigo 69º

**Cultura**

Os Estados membros comprometem-se a:

- (a) promover a realização dos objectivos da Carta Cultural da África;
- (b) promover e divulgar os valores culturais africanos;
- (c) envidar todos os esforços para a preservação e recuperação do seu património cultural;
- (d) velar para que as políticas de desenvolvimento reflitam de forma adequada os seus valores sócio-culturais, a fim de consolidar a sua identidade cultural;
- (e) proceder ao intercâmbio dos seus programas e experiências culturais, nomeadamente nos domínios da arte, da literatura, das actividades recreativas e dos desportos;
- (f) promover e desenvolver programas e actividades desportivas e todos os níveis como factores de integração.

Artigo 70º

**Protocolo relativo à educação, à formação e à cultura**

Para a realização dos objectivos do presente capítulo, os Estados membros acordam em cooperar nos termos do Protocolo sobre a Educação, a Formação e a Cultura.

## CAPÍTULO XIII

**Recursos humanos, assuntos sociais, saúde e população**

Artigo 71º

**Recursos humanos**

1. Os Estados membros acordam em cooperar para o desenvolvimento, planificação dos seus recursos humanos.

2. Para o efeito, eles comprometem-se a:

- (a) adoptar e promover uma política comum em matéria de planificação, programação e formação profissional e harmonizar as suas políticas de emprego e de rendimentos;
- (b) coordenar as suas políticas e actividade nos domínios da formação, da planificação e da orientação profissional;
- (c) reforçar os seus serviços de informação e de colocação com vista a facilitar, em particular, a procura e o recrutamento de técnicos africanos;
- (d) encorajar os organismos de consulta no sentido de promoção da utilização de peritos africanos e o desenvolvimento de serviços locais de consultoria;
- (e) adoptar políticas de emprego que permitam a livre circulação de pessoas no interior da Comunidade, através do reforço e da criação de bolsas de trabalho com vista a facilitar o emprego da mão-de-obra qualificada disponível num Estado membro em outros Estados membros que careçam desse tipo de mão-de-obra.

Artigo 72º

**Assuntos sociais**

1. Os Estados membros acordam em garantir, nos seus esforços de desenvolvimento da Comunidade, a plena participação e a utilização racional dos seus recursos humanos, com vista a eliminar outros flagelos sociais que afectam o Continente.

2. Para esse fim, eles comprometem-se a:

- (a) encorajar a troca de experiências e informações relativamente à alfabetização, à formação profissional e ao emprego;
- (b) harmonizar gradualmente as suas legislações de trabalho e os seus regimes de segurança social, com vista a eliminar a pobreza e a promover um desenvolvimento sócio-económico equilibrado no seio da Comunidade;

- (c) adoptar as medidas necessárias à sobrevivência e ao desenvolvimento da criança e à protecção desta contra o abuso, a negligência e a exportação;
- (d) assegurar aos deficientes uma formação adequada, susceptível de facilitar a sua inserção social e de permitir a sua participação na prossecução dos objectivos da Comunidade;
- (e) criar condições para que os jovens, sobretudo os que abandonam prematuramente a escola, possam receber uma formação susceptível de garantir-lhes empregos remunerados;
- (f) adoptar, coordenar e harmonizar as suas políticas com vista a assegurar uma vida decente às pessoas idosas;
- (g) harmonizar os seus esforços no sentido de pôr termo à produção, tráfico e utilização ilegais de narcóticos e substâncias psicotrópicas e elaborar programas de sensibilização e de reabilitação neste domínio.

Artigo 73º

#### Saúde

1. Os Estados membros acordam em promover e reforçar a sua cooperação no seio da Comunidade no domínio da Saúde.

2. Para esse fim, eles comprometem-se a cooperar, nomeadamente, para o desenvolvimento dos cuidados primários de saúde e para a promoção da investigação medidas, em particular nos domínios da medicina tradicional e da farmacopeia africanas.

Artigo 74º

#### População e desenvolvimento

1. Os Estados membros comprometem-se, individual e colectivamente, a adoptar políticas e mecanismos nacionais no domínio da população e a tomar medidas que assegurem o equilíbrio entre o crescimento demográfico e o desenvolvimento sócio-económico.

2. Para o efeito, eles acordam em:

- (a) considerar as questões relativa à população como componentes-chave na elaboração e implementação de políticas e programas nacionais orientadas para um desenvolvimento sócio económico e equilibrado;
- (b) formular políticas demográficas nacionais e criar instituições nacionais especializadas em questões de populações;
- (c) empreender actividades de sensibilização das populações, em particular dos grupos-alvo, em relação às questões demográficas;
- (d) recolher, analisar e trocar informações e dados relativos as questões demográficas.

Artigo 75º

#### Mulher e desenvolvimento

1. Os Estados membros acordam em formular, harmonizar, coordenar e implementar políticas e mecanismos apropriados para o pleno desenvolvimento da mulher africana, através do melhoramento da sua situação económica, social e cultural.

2. Para o efeito, tomam todas as medidas necessárias para uma maior integração da mulher nas actividades de desenvolvimento no seio da Comunidade.

Artigo 76º

#### Protocolo relativos aos recursos humanos e aos assuntos sociais bem como à saúde e à população

Para a realização dos objectivos enunciados neste Capítulo, os Estados membros comprometem-se a cooperar em conformidade com as disposições dos Protocolos relativos aos Recursos Humanos e aos Assuntos Sociais, bem como à Saúde e à População.

### CAPÍTULO XIV

#### Cooperação em outros domínios

Artigo 77º

#### Harmonização de políticas em outros domínios

Sob reserva das disposições do presente Tratado, os Estados membros comprometem-se a manter consultas entre si, por intermédio dos órgãos competentes da Comunidade, a fim de harmonizar as suas políticas em outros domínios para o eficiente funcionamento e desenvolvimento da Comunidade e para aplicação das disposições do presente Tratado.

### CAPÍTULO XV

#### Disposições especiais relativas a certos países

Artigo 78º

#### Disposições especiais relativas ao Botswana, ao Lesoto, à Namíbia e à Suazilândia

1. Os Estados membros, reconhecendo a situação excepcional do Botswana, do Lesoto, da Namíbia e da Suazilândia, no quadro da Comunidade e da sua pertença à União Aduaneira da África Austral, acordam em isentá-los temporariamente da aplicação plena e total de certas disposições do presente Tratado.

2. Para esse efeito, os Estados membros comprometem-se a adoptar um Protocolo relativo à situação especial do Botswana, do Lesoto, da Namíbia e da Suazilândia.



## Artigo 79º

**Disposições especiais relativas aos países menos avançados, encravados, semi-encravados e insulares**

1. Os Estados membros, tendo em conta as dificuldades económicas e sociais que podem enfrentar certos Estados membros, e, em particular, os países Menos Avançados, Encravados, Semi-encravados e Insulares, acordam em conceder-lhes, caso necessário, um tratamento especial no que diz respeito à aplicação de certas disposições do presente Tratado e qualquer outra assistência necessária.

2. O tratamento especial e a assistência mencionada no parágrafo 1º deste artigo podem consistir, nomeadamente, em:

(a) isenções temporárias da aplicação plena e total de certas disposições do presente Tratado;

(b) uma assistência do Fundo.

3. Para a realização dos objectivos previstos no presente artigo, os Estados membros acordam em adoptar um Protocolo relativo à Situação dos Países Menos Avançados, Encravados, Semi-encravados e Insulares.

## CAPÍTULO XVI

**Fundo de solidariedade, desenvolvimento e compensação**

## Artigo 80º

**Criação**

É criado um Fundo de Solidariedade, Desenvolvimento e Compensação da Comunidade.

## Artigo 81º

**Objectivos e estatuto do fundo**

1. Os estatutos do Fundo são fixados pela Conferência num Protocolo pertinente.

2. Os Estatutos definem nomeadamente, os objectivos, o capital social e os recursos autorizados para o Fundo, as contribuições dos Estados membros e a moeda em que tais contribuições devem ser pagas, o funcionamento, a organização e gestão do Fundo e quaisquer outras questões conexas.

## CAPÍTULO XVII

**Disposições financeiras**

## Artigo 82º

**Orçamento ordinário da comunidade**

1. O orçamento ordinário anual da Comunidade, que faz parte integrante do orçamento ordinário da OUA, é preparado pelo Secretário Geral e aprovado pela Conferência, mediante recomendação do Conselho.

2. O orçamento é alimentado pelas contribuições dos Estados membros, com base na escala de avaliação da OUA. Mediante recomendação do Conselho, a Conferência determina as condições em que a contribuição financeira dos Estados membros pode ser complementada ou substituída, caso necessário, por recursos próprios da Comunidade.

## Artigo 83º

**Orçamentos especiais**

São, caso necessário, aprovados orçamentos especiais para fazer face a despesas extraordinárias da Comunidade. A Conferência determina o montante das contribuições dos Estados membros para os referidos orçamentos especiais.

## Artigo 84º

**Sanções relativas ao não-pagamento das contribuições**

1. Mediante decisão da Conferência, o Estado membro da Comunidade que, nos termos das obrigações decorrentes deste Tratado, for devedor de contribuições aos orçamentos da Comunidade, não participa na votação nem na tomada de decisões da Comunidade se o montante das suas contribuições em atraso for igual ou superior à contribuição a que estava obrigado esse Estado membro para dois últimos exercícios financeiros precedentes. Esse Estado membro não só cessa de gozar dos benefícios decorrentes deste Tratado e do direito ao uso da palavra, como perde também o direito de apresentar candidaturas a postos vagos e de ser eleito para os Órgão deliberativos da Comunidade. A Conferência pode, caso necessário, impôr outras sanções contra o Estado membro que se encontra em atraso de pagamento de contribuições.

2. Não obstante o disposto no parágrafo 1º deste artigo, a Conferência pode suspender a aplicação das referidas disposições com base num relatório justificativo satisfatório, preparado pelo Estado membro interessado e submetido à Conferência por intermédio do Secretário Geral e em que se especifica que o não pagamento é devido a circunstâncias alheias à vontade do dito Estado membro.

3. A Conferência determina as modalidades de aplicação das disposições deste artigo.

## Artigo 85º

**Regulamento financeiro**

O Regulamento Financeiro da OUA rege a aplicação das disposições do presente capítulo.

## Artigo 86º

**Conselho dos auditores externos**

O processo de selecção e as condições de nomeação, bem como as funções e responsabilidades dos auditores externos são definidos no Regulamento Financeiro.

## CAPÍTULO XVIII

**Resolução de litígios**

Artigo 87º

**Processo de resolução de litígios**

1. Qualquer litígio sobre a interpretação ou aplicação das disposições deste Tratado será, em primeiro lugar, solucionado amigavelmente por acordo directo entre as partes em litígio. Se estas não conseguirem resolver o referido litígio, uma das partes pode submeter a questão ao Tribunal de Justiça, num prazo de doze meses.

2. As sentenças do Tribunal de Justiça são definitivas e não podem ser objecto de recurso.

## CAPÍTULO XIX

**Relações entre a comunidade e as comunidades económicas regionais, as organizações continentais africanas, as organizações não-governamentais africanas e as organizações e associações sócio-económicas**

Artigo 88º

**Relações entre a comunidade e as comunidades económicas regionais**

1. O estabelecimento da Comunidade far-se-á, principalmente, pela coordenação, harmonização e progressiva integração das actividades das comunidades económicas regionais.

2. Os Estados membros comprometem-se a promover a coordenação, harmonização e integração das actividades das comunidades económicas regionais de que são membros com as actividades da Comunidade, sendo entendido que o estabelecimento desta constitui o objectivo final para o qual devem orientar-se as actividades das comunidades económicas regionais existentes e futuras.

3. Para atingir esse objectivo, a Comunidade tem a responsabilidade de coordenar, harmonizar e avaliar as actividades das comunidades económicas regionais existentes e futuras.

4. Os Estados membros comprometem-se, no seio das suas comunidades económicas regionais respectivas, a coordenar e harmonizar as actividades das suas organizações sub-regionais, com vista a racionalizar o processo de integração ao nível de cada região.

Artigo 89º

**Relações da comunidade com as organizações continentais africanas**

A Comunidade coopera estreitamente com as organizações continentais africanas, nomeadamente o Banco Africano de Desenvolvimento e o Centro Africano de Estudos Monetários, com vista à realização dos objectivos de integração regional e continental. Ela pode concluir acordos de cooperação com essas organizações.

Artigo 90º

**Relações da comunidade com as organizações não-governamentais africanas**

1. A Comunidade, no quadro da mobilização dos recursos humanos e materiais da África, estabelece relações de cooperação com as organizações não-governamentais africanas, com o objectivo de encorajar a adesão das populações africanas ao processo de integração económica e de mobilizar para esse efeito, o seu apoio técnico, material e financeiro.

2. Com este objectivo, a Comunidade estabelece mecanismo de consulta com essas organizações não-governamentais.

Artigo 91º

**Relações da comunidade com as organizações e associações sócio-económicas**

1. A Comunidade, no quadro da mobilização dos diferentes actores da vida económica e social, estabelece relações de cooperação com as organizações e associações sócio-económicas, incluindo as de produtores, transportadores, trabalhadores, empregadores, jovens, mulheres, artesãos e outras organizações e associações profissionais, com o objectivo de encorajar e garantir a sua adesão ao processo de integração da África.

2. Com este objectivo, a Comunidade estabelece um mecanismo de consulta com essas organizações e associações sócio-económicas.

## CAPÍTULO XX

**Relações da comunidade com terceiros Estados e organizações internacionais**

Artigo 92º

**Acordos de cooperação**

1. A Comunidade pode concluir acordos de cooperação com terceiros Estados.

2. No quadro da realização dos seus objectivos, a Comunidade estabelece relações de cooperação com o sistema das Nações Unidas, nomeadamente com a Comissão Económica das Nações Unidas para a África, Instituições Especializadas das Nações Unidas e qualquer outra organização internacional.

3. Os acordos de cooperação a serem concluídos nos termos das disposições dos parágrafos 1º e 2º deste artigo são previamente submetidos à aprovação da Conferência mediante recomendação do Conselho.

## CAPÍTULO XXI

**Relações dos estados membros com terceiros estados, organizações sub-regionais e regionais e organizações internacionais**

Artigo 93º

**Acordos concluídos pelos estados membros**

1. Os Estados membros podem concluir acordos de natureza económica, técnica ou cultural com um ou vários Estados membros, com terceiros Estados, com organizações regionais e sub-regionais ou qualquer outra organização internacional, sob condição de que tais

acordos não sejam incompatíveis com as disposições do presente Tratado. Eles comunicam cópia desses acordos ao Secretário Geral, que deles informa o Conselho.

2. Quando houver incompatibilidade entre acordos concluídos, antes da entrada em vigor deste Tratado, por Estados membros entre si, ou por Estados membros com terceiros Estados, organizações sub-regionais ou regionais, e qualquer organização internacional, e as disposições do presente Tratado, o Estado ou os Estados membros envolvidos comprometem-se a adoptar as medidas necessárias para eliminar as incompatibilidades constatadas. Caso necessário, os Estados membros prestam-se assistência para atingir esse fim e adoptam uma atitude comum.

Artigo 94º

#### Negociações internacionais

1. Com vista a promover e salvaguardar os interesses da África, os Estados membros comprometem-se a formular e adoptar posições comuns no seio da Comunidade a respeito das questões relativas às negociações internacionais.

2. Para esse fim, a Comunidade prepara estudos e relatórios que permitam aos Estados membros uma melhor harmonização das suas posições sobre essa mesma questão.

Artigo 95º

#### Protocolos relativos aos capítulos XIX, XXe XXI

Os Estados membros acordam em concluir protocolo relativos aos capítulos 19º, 20º e 21º do presente Tratado.

### CAPÍTULO XXII

#### Disposições diversas

Artigo 96º

##### Sede da comunidade

A Sede da Comunidade é a mesma que a da OUA.

Artigo 97º

##### Línguas de trabalho

As línguas de trabalho da Comunidade são as mesmas que as da OUA.

Artigo 98º

##### Personalidade jurídica

1. A Comunidade faz parte integrante da Organização da Unidade Africana.

2. O Secretário Geral, na sua qualidade de representante jurídico da Comunidade, pode, em nome da Comunidade, exercer as capacidades de:

- (a) Contratar;
- (b) Ser parte em processo judiciais.

3. Sob reserva do prévio acordo do Conselho, o Secretário Geral pode, em nome da Comunidade:

- (a) Adquirir e alienar bens móveis e imóveis;
- (b) Contrair empréstimos;
- (c) Aceitar donativos, legados e quaisquer outras liberalidades.

Artigo 99º

#### O tratado e os seus protocolos

O presente Tratado e os seus Protocolos fazem parte integrante da Carta da OUA.

Artigo 100º

#### Assinatura e ratificação

O presente Tratado e os Protocolos são assinados e submetidos à ratificação pelas Altas Partes Contratantes em conformidade com os seus procedimentos constitucionais respectivos. Os instrumentos de ratificação são depositados junto do Secretário Geral da OUA.

Artigo 101º

#### Entrada em vigor

O presente Tratado entrará em vigor trinta dias após o depósito dos instrumentos de ratificação por dois terços dos Estados membros da OUA.

Artigo 102º

#### Adesão e admissão

1. Qualquer Estado membro da OUA pode notificar ao Secretário Geral a sua intenção de aderir ao presente Tratado.

2. O Secretário Geral, uma vez recebida esta notificação, dela envia cópia a todos os Estados membros. A admissão é decidida por maioria simples dos Estados membros, que comunicam o seu voto ao Secretário Geral. Após receber o número de votos necessário o Secretário Geral comunica a decisão de admissão ao Estado interessado.

Artigo 103º

#### Emenda e revisão do tratado

1. Qualquer Estado membro pode apresentar propostas de emenda ou revisão deste Tratado.

2. As propostas de emenda ou de revisão são comunicadas ao Secretário Geral que as transmite aos Estados membros no prazo máximo de trinta dias subsequente à sua recepção na Sede da Comunidade.

3. A Conferência mediante parecer do Conselho, analisa essas propostas na sua sessão seguinte, a ter lugar num prazo de um ano após os Estados membros terem recebido a notificação feita nos termos do parágrafo 2º deste artigo.

4. A emenda ou a revisão é adoptada pela Conferência por consenso, ou, na falta deste, por uma maioria de dois terços, e submetida à ratificação de todos os Estados membros em conformidade com os seus procedimentos constitucionais respectivos. Elas entram em vigor trinta dias após o depósito dos instrumentos de ratificação por dois terços dos Estados membros junto do Secretário Geral da OUA.

Artigo 104º

#### Retirada

1. Qualquer Estado membro que desejar retirar-se da Comunidade, comunica por escrito, e com um ano de antecedência, a sua intenção ao Secretário Geral, que a dá a conhecer aos Estados membros. Findo esse prazo, aquele Estado deixará de ser membro da Comunidade, salvo se, entretanto, tiver renunciado à retirada.

2. Durante o período de um ano referido no parágrafo 1º deste artigo, o Estado membro que deseja retirar-se da Comunidade tem, contudo, que se conformar com as disposições do presente Tratado e continua vinculado ao cumprimento das suas obrigações dele decorrentes até ao dia da sua retirada.

Artigo 105º

#### Dissolução

A Conferência decide da dissolução da Comunidade e fixa as modalidades de repartição do seu activo e passivo.

Artigo 106º

#### Depositário do tratado

1. O presente Tratado, redigido em quatro textos originais nas línguas árabe, francesa, inglesa e portuguesa, os quatro textos fazendo igualmente fé, será depositado junto do Secretário Geral da OUA, que dele enviará uma cópia autenticada a cada um dos Estados membros signatários.

2. O Secretário Geral notifica aos Estados membros as datas de depósito dos instrumentos de ratificação e de adesão e manda registar o presente Tratado, a partir da data da sua entrada em vigor, junto do Secretariado da Organização das Nações Unidas.

Em, fé de que, nós, Chefes de Estado e de Governo dos Estados membros da Organização da Unidade Africana (OUA), assinamos o presente Tratado.

Feito em Abuja, Nigéria, aos três de Julho de mil novecentos e noventa e um.